Numéro 23
Août 2013
Publication «CCIA-BML»
www.ccib.org.lb

ECONEWS

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

ÉDITO

Vérité en deçà des Pyrénées…

Mohamed Choucair

Un exil doré ou laborieux, c'est toujours un exil, une souffrance, un désir de retour. Le Liban produit sur les Libanais du monde une attraction dont ceux qui vivent dans le pays sont peu conscients. À lui seul, ce phénomène détruit toutes les rhétoriques du Liban né en 1920 ou de l'époque romaine, arabe à visage occidental ou arabe pur et dur, future étoile de la grande nation arabe ou méditerranéenne… Le Liban est une réalité existentielle, un corps né pour vivre et dont la chute ferait le désarroi de millions de Libanais au pays ou à l'étranger jusqu'à la septième génération.

Et pourtant les Libanais vivent de chimères. Ils sont attachés à leurs confessions «politiques», à leurs rites, à leurs partis, à leurs leaders, à leurs villages, à leurs quartiers. Ils les défendent par les armes et leur donnent des martyrs. Pourtant toutes ces chimères existent parce que la nation existe, tel un hologramme qui, en se subdivisant, a perdu son âme, pour donner crédit à toutes les discordes, fruits de l'égoïsme, de l'égocentrisme, et de toutes les pesanteurs dont le genre humain est héritier.

Le Liban va mal, et en grande partie par la faute des Libanais; de ceux qui portent atteinte à la sécurité suscitant la colère des frères arabes qui aiment voir dans le Liban un havre de tolérance et de paix; des fractions politiques ou autres qui veulent s'imposer par la force, par la violence, par les armes; des responsables qui laissent faire, incapables de mettre des limites, ou pire, qui sont de connivence avec les partis en conflit. Tous ceux là, on dirait qu'ils ne sont pas conscients de ce qu'ils risquent eux-mêmes.

Aujourd'hui, nous constatons les dégâts dans le domaine relatif. Ceux qui gardent un emploi ne sont pas dans la même situation que ceux qui perdent leur emploi. Les entreprises qui fonctionnent à perte et qui disposent de certaines réserves ne sont pas dans la situation de celles qui ont épuisé leurs réserves. Les secteurs tournés vers l'exportation ou qui gardent leur marché interne ne sont pas dans la même situation que ceux qui comptent sur le tourisme, principal source de revenu du pays.

Il est à craindre que le marasme actuel ne débouche sur un risque systémique dont nul ne peut prédire les conséquences économiques, sociales, et même politiques. Un dérapage à ce niveau étalerait la crise à tous les secteurs, toutes les régions, et toutes les couches de la population sans distinction. Comment peut-on imaginer que les Libanais veuillent se faire du tort à eux-mêmes? Malheureusement, le mal peut surgir aussi de l'ignorance, du scepticisme, ou d'un égocentrisme aveuglant.

Nous ne pouvons peser sur la conjoncture régionale; au moins épargnons à notre pays le tort que nous lui infligeons de nos propres mains. Nul ne possède une vérité politique absolue; sachons que nous nous battons pour des chimère; arrêtons cette lutte fratricide qui ne repose sur rien; redonnons confiance à nos frères arabes; redevenons le havre où tous rêvent de vivre une partie de l'année.

INDEX

CCIA-BML

P01. Vérité en deçà des Pyrénées …
P02. Angelina Eichhorst: «C'est l'existence d'un gouvernement, le bon fonctionnement des institutions et le respect de la Constitution qui ramèneront la sécurité et qui donneront confiance au peuple»
P04. Ziad Hayek: «Depuis 2007, l'État ne consacre que près de 4% de son budget aux infrastructures»
P05. En visite à Milan, Mohamed Choucair inaugure le Conseil d'affaires italo-libanais
P06. Festivals d'été
P07. Le fonds FARO Liban, créé pour encourager et financer les petites et moyennes entreprises innovantes

FCCIAL

P08. Regard du LCEC sur l'avenir des énergies renouvelables au Liban
P09. Bassam Frenn: L'IRI est le seul institut de recherche industriel au monde qui s'autofinance entièrement!
P10. Le Liban est-il suffisamment armé face à une contraction des investissements étrangers?
P11. Positive review of the first year of Mohamed Choucair's presidency at ASCAME
P11. MOU between CCIAT & the Lebanese University
P12. Developing horticulture to access impactful markets - DHAIM
P12. Food Safety Modernization Act (FSMA) and food exporting to U.S.A
P13. Key MOU signing between the SOUTH-BIC and the Federation of Tyre municipalities on supporting entrepreneurs and promoting growth of MSMEs in the region
P13. Agro Invest 2013
P13. Price Fluctuations of Vegetables during the Holy Month of Ramadan from 2008 till 2013
P14. Lebanon Outstanding Women Award
P15. "Little Syria, a Lost Heritage"

CCIA-BML

P16. "The Business Chronicle" The Chamber's Periodic Review of the Economy
P18. MedDiet: Connecting Mediterranean people and cultures across the table
P19. Conferences, Exhibitions, Business Opportunities
P20. Our services

Directeur responsable Rabih Sabra
Conseiller économique Roger Khayat
Administrateur Elham Chehaimi Rahal
Rédacteurs Marilyne Jallad, Youmna Naufal, Philippine De Clermont-Tonnerre
Coordinateurs Roula Itani Younes, Irene Ballouz
Maquette Integrated Communications, Rita Nehmé

Immeuble CCIA-BML,
Rue 1 Justinien, Sanayeh
PO Box 11 1801 Beyrouth, Liban
econews@ccib.org.lb
hotline: 1314 ext: 162

www.facebook.com/CCIAB
www.twitter.com/CCIABML

*ECO*NEWS est disponible sur: **www.ccib.org.lb**

Les articles de cette publication expriment l'avis de leurs auteurs; ils sont publiés dans leur langue originale, et n'expriment pas nécessairement l'avis d'ECONEWS.

The views expressed in this publication are those of the authors; they are published in their original language, and do not necessarily reflect the opinion of ECONEWS.

ECONEWS | en français

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Angelina Eichhorst: C'est l'existence d'un gouvernement, le bon fonctionnement des institutions et le respect de la Constitution qui ramèneront la sécurité et qui donneront confiance au peuple

Marilyne Jallad

L'Ambassadrice de l'Union européenne au Liban revient sur les programmes de développement politiques, économiques, sociaux et humanitaires entrepris par l'UE au Liban.

Le partenariat entre l'Union européenne (UE) et le Liban date de 1977. L'accord d'association signé en 2002 et le Plan d'Action de la politique européenne de voisinage (PEV) constituent le cadre principal de cette relation. Que pouvez-vous nous dire sur ce partenariat?

Ce partenariat est fondé sur des valeurs et des intérêts communs. Il repose sur un dialogue politique, sécuritaire, économique et social régulier, de nombreux contacts entre les personnes, et comprend une aide humanitaire et au développement. L'Union européenne travaille essentiellement avec les institutions nationales en tant qu'entités responsables de la gestion de son aide. L'assistance bilatérale allouée par l'UE se caractérise par sa prévisibilité: les enveloppes financières sont définies pour plusieurs années et permettent un soutien continu au développement et aux réformes, conformément au Plan d'Action défini conjointement par l'UE et le Liban et au programme de réformes du Liban. Une partie de l'assistance de l'UE est aussi canalisée directement par les organisations de la société civile (plus que 50% de l'aide) ainsi que les municipalités. Parmi nos principaux partenaires, le secteur privé est très dynamique: les petites et les moyennes entreprises, les banques, les chambres de commerce, d'industrie et d'agriculture, les syndicats et les coopératives. Dans son soutien aux organisations de la société civile, l'UE prend systématiquement en compte les droits de l'homme dans les échanges politiques bilatéraux. De plus, une partie croissante de l'aide humanitaire est destinée aux réfugiés palestiniens et syriens ainsi qu'aux communautés libanaises d'accueil.

L'aide de l'Union européenne au Liban se répartit sur plusieurs volets politique, économique et social. Que pouvez-vous nous dire sur ces programmes d'aide au développement pour l'année 2013?

L'Union européenne est l'un des principaux bailleurs de fonds du Liban. Chaque année, l'UE alloue en moyenne 210 millions d'euros en dons et prêts pour aider le pays (Commission européenne, États membres de l'UE et Banque européenne d'investissement). Depuis 2012, la Commission européenne a triplé son appui au Liban, notamment en raison des répercussions de la crise syrienne sur le pays. Par ailleurs, nous finançons et mettons en œuvre plusieurs programmes via une série de lignes budgétaires visant à financer des initiatives de la société civile, généralement à travers des appels à propositions sur des thématiques spécifiques (droits de l'homme, genre, environnement, autorités locales, etc.). Les priorités de l'Union européenne pour le Liban comprennent trois domaines principaux d'intervention. Le soutien aux réformes politiques pour renforcer les institutions démocratiques. Le soutien aux réformes socio-économiques, car l'objectif de l'UE est d'aider le secteur privé libanais, connu pour son dynamisme et sa résilience, à développer pleinement son potentiel. Nous intervenons aussi au niveau de l'éducation et de la protection de l'environnement. Enfin, nous intervenons dans la reprise et la redynamisation de l'économie, car les conflits, notamment celui de 2006 et de Nahr el Bared, ont entraîné de nombreuses destructions. L'UE a soutenu des travaux de reconstruction dans le Sud puis dans le Nord du pays et elle est aujourd'hui le plus important bailleur de fonds dans le domaine du déminage.

Qu'en est-il plus particulièrement des programmes de soutien aux réformes politiques?

Dans le domaine de la justice, plus de 4 000 membres du corps judiciaire ont reçu une formation spécifique: des bases de données juridiques sont disponibles pour tous les acteurs judiciaires. De plus, les tribunaux de Beyrouth ont été automatisés pour accroître ainsi la transparence et améliorer l'efficacité. Dans le cadre de la réforme électorale, l'UE a financé des réformes qui ont rendu les élections de 2009 plus proches des normes internationales (automatisation des résultats, matériel pour bureaux de vote, programmes d'éducation des électeurs). L'UE soutient également la société civile pour plaider en faveur d'un meilleur système électoral et surveiller les élections. Pour ce qui est des prisons, l'UE soutient le transfert de la gestion des prisons du ministère de l'Intérieur au ministère de la Justice afin de réduire la détention arbitraire et de soutenir le développement d'alternatives à la prison. L'UE soutient la société civile pour atténuer les souffrances des victimes de la torture et les pousser à parler et à dénoncer ces violations. Nous soutenons également la liberté d'expression et récompensons des journalistes à travers le Prix Samir Kassir pour la liberté de la presse, mais aussi en leur fournissant un soutien juridique et social ainsi qu'une formation spécifique. L'UE allège également les conditions difficiles des migrants en leur offrant des services sociaux et en leur facilitant l'accès à la justice. L'UE a aussi comme priorité le renforcement de l'efficacité des services de sécurité libanais dans un cadre démocratique. L'UE encourage le développement d'une approche concertée pour la gestion intégrée des frontières par les services compétents de l'Armée libanaise, de la Sûreté générale, des Douanes et des Forces de sécurité intérieure, afin de promouvoir la stabilité régionale tout en facilitant le commerce, le développement et le contact humain. Nous faisons cela en améliorant l'équipement disponible et les procédures existantes par le biais de conseils et de formations. Nous oeuvrons à la promotion du développement d'une police civile moderne, en soutenant les Forces de sécurité intérieure dans leurs efforts de professionnalisme dans différents domaines (enquête pénale, ordre public et lutte contre la criminalité). Mais nous les aidons aussi à répondre aux besoins et aux attentes de la population grâce à une meilleure planification stratégique et de meilleures structures de formation interne. Nous soutenons fermement le rôle de la société civile dans les processus de réforme vers un système de sécurité plus sensible aux besoins et aux préoccupations de la population. Ceci se fait à travers des projets mis en œuvre par des ONG ayant une grande expérience dans la promotion du dialogue entre la société civile et les institutions nationales sur les questions de sécurité.

Inauguration du canal de Nahr el Barde, la principale source d'irrigation pour les agriculteurs de Minieh et du Akkar.

Qu'en est-il plus particulièrement des programmes de soutien aux réformes économiques?

Comme je viens de le dire, l'objectif de l'UE est d'aider le secteur privé libanais, connu pour son dynamisme et sa résilience, à développer pleinement son potentiel. Son action passe par le financement des pépinières d'entreprises et des incubateurs (comme Berytech à Beyrouth, BIAT à Tripoli et SouthBic à Saïda). Il s'agit aussi de favoriser l'amélioration de la qualité des produits, l'innovation et la compétitivité des entreprises, notamment à travers le programme QUALEB et le ministère de l'Économie. Le renforcement des échanges économiques entre le Liban et l'Europe passe par le développement d'une production libanaise qui soit exportable vers l'Union européenne, c'est-à-dire capable de concurrencer les autres fournisseurs de l'UE sur le plan de la qualité et des prix. La création de mécanismes de financement pour les petites et moyennes entreprises nécessite de renforcer les capacités de Kafalat pour que cette institution puisse élargir son champ d'intervention, notamment dans les domaines de l'agriculture et de l'énergie. Il s'agit aussi d'aider à moderniser le système national de gestion des finances publiques, et de soutenir les administrations qui sont en contact direct avec le monde de l'entreprise, notamment les administrations fiscales et douanières. Enfin, l'UE soutient la réforme fiscale et douanière ainsi que l'accession du Liban à l'OMC. Par ailleurs, pleinement consciente que la pauvreté est une des sources de l'instabilité politique, l'UE accorde une attention particulière aux communautés les plus démunies dans l'ensemble du pays. Pour cela, elle met en œuvre et finance des programmes de développement rural et contribue directement à

ECONEWS | en français

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

la création d'emplois en soutenant les petites entreprises rurales. Ainsi, depuis 2002 et fort de notre soutien, le Fonds de développement économique et social a pu accorder 7 000 prêts, créer 4 700 emplois, soutenir la création de 800 entreprises, et aider 1 200 femmes entrepreneurs. L'UE s'est aussi engagée à soutenir un développement socio-économique équilibré et durable au Liban, à appuyer le Liban dans ses efforts de décentralisation et à réduire les disparités régionales. Ces dernières années, les municipalités et les Unions de municipalités sont devenues des partenaires incontournables et privilégiés de la coopération entre l'UE et le Liban. À travers nos différents programmes, nous intervenons dans 241 municipalités, 19 casas et 8 mohafazats pour les aider en matière de fourniture des services publics et de gestion des programmes. Nous travaillons avec les Unions de municipalités pour assurer la cohérence de notre action au niveau régional vers plusieurs secteurs (agricole, éco-tourisme, aménagement des territoires, protection de l'environnement, culture, santé, protection du patrimoine culturel, etc.). Ainsi, nous disposons de programmes de tri et de compostage des déchets organiques à Dhour Choueir, de déchets solides avec l'Union des municipalités de Jezzine et la municipalité de Fneydek (Akkar). Des interventions dans le domaine de l'écotourisme avec les Unions des municipalités du Haut Chouf, d'Aley et de Rayfoun ont déjà permis de construire des infrastructures respectant l'environnement, favorisant un tourisme responsable dans la nature et encourageant les économies locales comme la construction d'éco-lodges, de sentiers et de zones de camping. Nous avons par ailleurs participé à l'élaboration d'un plan d'aménagement du territoire pour 12 villages avec l'Union des municipalités de Jabal Amel afin d'encadrer leur développement durable social et économique pour les années à venir. Enfin, l'UE intervient au niveau des infrastructures agricoles (routes agricoles et canaux d'irrigation) avec plusieurs municipalités du Akkar, pour promouvoir l'agriculture qui constitue un secteur vital dans région. L'UE soutient aussi la réforme du financement des municipalités, en parallèle avec la poursuite par le Liban de sa stratégie de décentralisation. Nous disposons d'un programme de renforcement des capacités institutionnelles du ministère de l'Intérieur qui est doté d'un fonds à destination des fédérations des municipalités pour des actions de développement de proximité. L'UE soutient aussi fortement le développement de l'agriculture libanaise. Ce secteur génère beaucoup d'emplois et permet de lutter contre la pauvreté en milieu rural. L'agriculture comporte aussi une dimension environnementale importante, or son potentiel demeure sous-exploité. Nous avons donc lancé, avec le ministère de l'Agriculture et Kafalat, le plan CARD (Crédit pour l'agriculture et le développement rural) dont l'objectif est de faciliter l'accès au crédit pour les petits exploitants et les coopératives agricoles. CARD viendra en complémentarité du plan de garantie déjà existant, Kafalat Agriculture, et favorisera les petits prêts à court terme et les prêts plus importants à long terme. Une attention particulière est portée aux femmes des zones rurales, ainsi qu'aux jeunes agriculteurs, afin d'accroître les activités génératrices de revenus et de créer des emplois. La protection de l'environnement est d'ailleurs une priorité pour l'Union européenne partout dans le monde. Au Liban, cela se traduit par un ensemble de programmes dans les domaines du traitement des déchets, des économies d'énergie et des énergies renouvelables. Enfin, une partie de l'aide européenne vise à développer les infrastructures de base car celles-ci sont indispensables aussi bien au bien-être de la population qu'à la compétitivité des entreprises. Dans ce domaine, l'assistance européenne s'est surtout concentrée, au cours des dernières années, dans les secteurs de l'eau, de l'énergie et des transports.

> « IL FAUT UNE ÉCONOMIE INCLUSIVE, À LAQUELLE TOUT LE MONDE PUISSE PARTICIPER, DONT TOUT LE MONDE PUISSE PROFITER. »

Sur un autre plan, l'UE considère que l'éducation et la formation sont essentielles au développement d'une société, que ce soit sur le plan social, économique ou politique. Elle soutient donc le ministère de l'Éducation dans la mise en œuvre de sa stratégie de réformes. Le Liban est aussi bénéficiaire du programme Tempus qui soutient la modernisation de l'enseignement supérieur dans les pays du voisinage de l'UE. Depuis son lancement au Liban en 2002, Tempus a financé 46 actions, soutenant des universités publiques et privées dans de nombreux domaines. En outre, le programme a financé plus de 100 bourses de mobilité individuelle offertes à des universitaires issus de la plupart des établissements libanais de l'enseignement supérieur.

Enfin, l'amélioration des conditions de vie des nombreux réfugiés palestiniens au Liban est une priorité pour l'Union européenne. Son soutien se fait via l'UNRWA et des ONG. Il va de la promotion de l'éducation (financement des écoles de l'UNRWA, bourses pour des étudiants palestiniens) au développement des infrastructures (accès à l'eau dans les camps, reconstruction d'abris de Nahr-el-Bared).

Quels sont vos partenaires locaux et quels budgets sont alloués pour mener à bien ces objectifs?

Notre partenaire principal est le gouvernement avec qui les priorités de notre coopération sont discutées et agréées. L'Union européenne a des échanges systématiques avec le gouvernement libanais qui visent à avancer dans la mise en œuvre des réformes conjointement agréées dans le cadre du plan d'action Liban-UE, dans les domaines politiques, économiques et sociaux. Nous travaillons de plus en plus avec le secteur privé et la société civile. Nos priorités sont discutées avec la société civile et les autorités locales dans le cadre du dialogue structuré mis en place avec ces partenaires.

En cette période de crise économique, comment redynamiser l'économie du pays?

Il faut une économie inclusive, à laquelle tout le monde puisse participer, dont tout le monde puisse profiter. Cela passe par le développement de l'industrie et de l'agriculture mais aussi par un contrôle rigoureux du marché du travail si l'on veut vraiment créer des opportunités d'emploi pour les Libanais. Il faut un budget qui montre clairement les orientations de la politique économique de l'État. Il faut lutter contre l'inflation qui dégrade les conditions de vie de la population, alimente l'instabilité politique et réduit la compétitivité des entreprises libanaises. Elle empêche le Liban de développer ses relations commerciales car ses entreprises ne sont plus compétitives sur les marchés internationaux. Il faut que les institutions et les marchés fonctionnent dans la transparence, que cesse la corruption, sinon de nombreux investisseurs étrangers n'investiront pas dans les secteurs productifs. Et sans ces investisseurs étrangers, les entreprises libanaises risquent de rester toujours petites et sans grande productivité. Par ailleurs, il faut une réforme fiscale. Si les Libanais n'arrivent pas à s'aligner sur un système de taxation et de redistribution plus équitable, les inégalités et la pauvreté continueront à grandir, ce qui favorisera l'instabilité et la corruption dans le pays et nuira à l'attractivité et à la compétitivité de l'économie. Tout cela constitue un défi énorme. Actuellement, la croissance économique se situe entre 1,5% et 2%, mais le Liban a un potentiel de croissance bien plus élevé que 2% (de 4% d'après le FMI). Les banques disposent d'un solide niveau de liquidités. Elles sont un élément important de la capacité du Liban à affronter les crises. Elles devraient être encouragées à investir dans les secteurs qui créent des emplois pour les Libanais. Mais cela ne peut se faire sans un gouvernement fermement décidé à affronter les défis que j'ai mentionnés plus haut.

La crise régionale et la question des réfugiés syriens au Liban ont-elles des répercussions sur la mission initiale de l'UE au Liban?

Le Liban fait face à une crise politique, économique et sociale sans précédent qui est partiellement liée aux répercussions du conflit en Syrie. Effectivement, nous sommes entrain de revoir nos priorités pour répondre à cette crise. La crise des réfugiés est très grave. Mais cela ne nous empêche pas de poursuivre nos programmes de développement. Nous avons déjà alloué 113,3 millions d'euros pour répondre à la crise au Liban. Les fonds sont canalisés à travers des agences des Nations-Unies et des ONG en coordination avec le ministère des Affaires sociales. Des ressources supplémentaires sont entrain d'être mobilisées. Les secteurs concernés par notre appui sont l'assistance humanitaire, l'éducation et l'amélioration des conditions de vie des communautés libanaises d'accueil. Par ailleurs, nous sommes entrain de mobiliser des fonds pour intervenir dans d'autres domaines tels que la santé, les infrastructures de base et la relance économique, notamment pour renforcer la création d'emplois. À chaque fois que je visite des villages libanais où des réfugiés sont accueillis, je rencontre également des maires avec lesquels je discute des besoins de leurs municipalités. Aujourd'hui, il faut renforcer les infrastructures au niveau des municipalités ainsi que la création d'emplois, et nous faisons tout pour reformuler et réadapter notre réponse aux besoins des Libanais.

Quelle est votre vision pour le Liban économique dans les circonstances actuelles, marqué par un blocage des instances politiques et de fortes tensions sécuritaires?

Il est certain que la crise syrienne a mis en évidence les vulnérabilités de l'économie libanaise qui comptait beaucoup sur le tourisme et l'activité immobilière. Or ces deux secteurs dépendent beaucoup de la stabilité politique. Avec la crise syrienne, ils ont fortement ralenti et ralenti avec eux la croissance de l'ensemble de l'économie libanaise. Par ailleurs, le Liban n'arrive pas à profiter de la demande en provenance des réfugiés syriens et du marché syrien où la production et la distribution sont gravement perturbées. Cette demande se traduit par une augmentation des importations, ce qui provoque des problèmes de balance des paiements. Les secteurs productifs, qui auraient dû être renforcés depuis longtemps, ne profitent pas de cette opportunité. Si nous voulons vraiment avancer sur le plan économique, il faut redoubler d'efforts pour renforcer les secteurs productifs en mettant en œuvre des stratégies et les réformes légales nécessaires, et, d'autre part, créer un climat favorable au retour des touristes et des investisseurs. Nous espérons donc qu'un gouvernement voit le jour et qu'il se décide à s'atteler aux tâches urgentes. C'est l'existence d'un gouvernement, le bon fonctionnement des institutions et le respect de la Constitution qui ramèneront la sécurité et qui donneront confiance au peuple, aux entrepreneurs, aux touristes ainsi qu'aux investisseurs locaux et étrangers. Le Liban a besoin d'un consensus politique pour pouvoir avancer.

ECONEWS | en français

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Ziad Hayek: Depuis 2007, l'État ne consacre que près de 4% de son budget aux infrastructures

À la tête du Haut Conseil de la privatisation depuis juin 2006, son secrétaire général continue de militer pour faire adopter par le gouvernement libanais la loi des PPP (partenariat public-privé). Ziad Hayek appelle le secteur privé à faire pression en ce sens sur les autorités compétentes. Par ailleurs, il met le doigt sur la question du chômage chronique que subit le Liban depuis des années, sur ses répercussions dangereuses et sur le manque d'emploi de qualité proposé aux jeunes.

Entre les tensions et les divisions politiques autour de la question du partenariat public-privé et la baisse de confiance de la part des investisseurs étrangers cette loi semble avoir encore un long chemin à parcourir. Malgré cet état de fait, Ziad Hayek ne baisse pas les bras.

HAYEK DÉPLORE L'ABSENCE D'UNE POLITIQUE DE L'EMPLOI ET DE SOLUTIONS RÉELLES APPORTÉES AU PROBLÈME DU CHÔMAGE

«Nous subissons un chômage chronique au Liban depuis des années, malheureusement aucune véritable mesure n'a été prise par l'État pour résoudre ce problème», assure Ziad Hayek. Ce dernier déplore «qu'aucun politicien libanais n'axe véritablement son discours et son action autour du thème de la création d'emploi». Il constate par ailleurs que, contrairement à d'autres pays, le Liban ne dispose pas de statistiques crédibles, notamment sur les chiffres du chômage, alors même que dans d'autres pays ces données sont d'une importance capitale pour remporter une élection présidentielle. Depuis sept ans, date de son retour au Liban, Ziad Hayek dit n'avoir observé aucune évolution à ce sujet. Pourtant le chômage au Liban a des conséquences de plus en plus négatives, dont l'émigration et l'adhésion à des milices. «Il n'y a pas de véritable plan gouvernemental pour y remédier», explique le secrétaire général. «En attendant une intervention étatique, le secteur privé poursuit ses actions à travers des institutions comme Kafalat, la Banque du Liban (BDL) et certaines ONG», poursuit-il. En effet, la politique mise en place par la BDL, en collaboration avec Kafalat, permet aux entrepreneurs d'obtenir des prêts à des taux d'intérêt très compétitifs pour les aider à créer et développer leurs start-ups (SME) et PME.

DES IMPÉRATIFS: LA CRÉATION D'EMPLOIS DE QUALITÉ ET L'ASSOUPLISSEMENT DES FORMALITÉS POUR OUVRIR, OPÉRER ET FERMER UNE SOCIÉTÉ

Ziad Hayek regrette aussi «que les métiers proposés aux étudiants fraîchement diplômés sur le marché du travail actuel ne soient pas des emplois de qualité que ce soit par rapport à leurs compétences qu'au niveau des salaires». Quelles sont les solutions pour y remédier? Le secrétaire général du Haut Conseil de la privatisation propose que les efforts du Parlement et du gouvernement soient axés autour d'une politique de l'emploi qui permettrait d'une part de créer des emplois de qualité et qui d'autre part assouplirait les formalités administratives, juridiques et financières pour créer une société.

> « SANS PARTENARIAT PUBLIC-PRIVÉ, NOUS RESTONS DANS UNE SITUATION OÙ NOTRE ÉCONOMIE SE TROUVE INCAPABLE DE CONCURRENCER CELLES D'AUTRES PAYS »

AUX ÉTATS-UNIS, ON ENREGISTRE SON ENTREPRISE EN LIGNE EN CINQ MINUTES

«Ouvrir, opérer et fermer une entreprise devrait être facilité», affirme Ziad Hayek ajoutant que «la création de nouvelles entreprises est un must car ce sont elles qui permettront de relancer l'économie». Selon lui, la politique de l'emploi se doit d'améliorer et de faciliter la création d'entreprise en assouplissant les formalités administratives, ces formes archaïques du travail». Le responsable dénonce également les lourdeurs juridiques: «Au Liban, lorsqu'on enregistre une société de type S.A.L ou S.A.R.L, l'État nous impose un avocat qu'on ne peut pas changer et un auditeur, avant même d'avoir obtenu ne serait-ce qu'un centime dans les caisses de notre entreprise naissante». «Aux États-Unis, on crée et enregistre son entreprise en ligne en cinq minutes chrono», poursuit-il.

LE SECTEUR PRIVÉ DOIT FAIRE PRESSION SUR LE GOUVERNEMENT POUR FAIRE PASSER LA LOI SUR LES PPP

Le partenariat public-privé est sur toutes les lèvres. Il ne se passe pas une conférence économique sans que soit abordé ce sujet cher à Ziad Hayek. Selon lui, comme selon un grand nombre de politiques, d'économistes et d'analystes, «le partenariat public-privé permettrait de créer de nouveaux projets d'infrastructure au niveau des transports publics, des télécoms, de l'électricité... et pourrait engendrer des dizaines de milliers d'emplois de qualité pour les cadres et salariés du pays». En effet, au cours des quinze dernières années, et en raison de ressources budgétaires limitées, le Liban n'a pas pu procédé à des investissements importants en termes d'infrastructures. La croissance de son économie a donc subi de fortes limitations. Or il y a un besoin urgent en investissements et en infrastructures. «Depuis l'année 2000, l'État libanais n'aurait consacré que 3% à 4% de son budget aux infrastructures», souligne Ziad Hayek. «Sans partenariat public-privé, nous restons dans une situation ou notre économie se trouve incapable de concurrencer celles d'autres pays qui sont entrain d'investir dans le développement de leurs infrastructures», affirme-t-il. Cela fait des années en effet que le partenariat public-privé (PPP) est perçu comme la solution idéale pour réhabiliter l'infrastructure libanaise sans alourdir les dépenses de l'État. Mais les obstacles semblent nombreux. Le coût tout d'abord. Ziad Hayek estime «que le gouvernement libanais devrait consacrer 20% du budget de l'État aux projets d'infrastructure pour rattraper le retard du Liban». À noter que 17 compagnies ont déjà fait part de leur souhait d'investir dans le secteur de l'électricité. Mais, comme l'affirme le secrétaire général du Haut-Conseil de la privatisation, «tout partenariat public-privé doit se faire impérativement sous couvert de la loi pour davantage de transparence et une protection contre d'éventuelles dérives». «Nous avons suffisamment d'entrepreneurs libanais compétents pour mener à bien l'exploitation et la création de grands projets... Il nous manque juste le vote de la loi», affirme-t-il.

OBJECTIFS ET AVANTAGES D'UNE LOI SUR LE PARTENARIAT PUBLIC-PRIVÉ

Contrairement à d'autres pays, le Liban n'a pas à se préoccuper d'attirer les investissements directs étrangers (IDE) ou à se soucier de son secteur bancaire, qui croule sous les dépôts, même si les flux ont drastiquement baissé ces deux dernières années en raison d'une conjoncture de crise politico-économique locale et régionale. Quant aux émigrés libanais, ils ont toujours exprimé de l'intérêt à financer des projets d'infrastructure dans leur pays d'origine. Par ailleurs, ils possèdent d'importantes ressources financières et nombre d'entre eux détiennent et/ou exploitent déjà des sociétés actives dans des projets de PPP dans le Monde arabe, en Europe de l'Est, en Afrique et en Asie. Le partenariat public-privé comporte de nombreux avantages: la transparence du processus, un partenariat qui inclut toutes les parties prenantes, une consultation au préalable des contrats. C'est pourquoi Ziad Hayek affirme «qu'il est important que la nouvelle législation envisagée par le Conseil des ministres et par le Parlement crée une nouvelle unité centrale et spécialisée dans les PPP». Cette unité assurerait non seulement le déploiement d'une expertise adéquate pour la conception du projet de PPP et la négociation de ses contrats, mais serait également la garantie que tous les intervenants (ministères, municipalités, société civile) soient consultés sur les axes majeurs de ce projet.

LA PRIVATISATION ET LES RÉFORMES ISSUES DES DISCUSSIONS DE PARIS I, II ET III, AU POINT MORT DEPUIS MAI 2008

«Tant que les intérêts personnels et les conflits d'intérêts de certains ministres prennent le dessus, la bonne application de la privatisation ne peut pas se faire», déplore Ziad Hayek, rappelant que la privatisation et les réformes, sujets qui avaient été au cœur des discussions de Paris I, II et III, sont suspendues depuis mai 2008. Au final, plusieurs conditions doivent être remplies avant que l'appareil PPP soit mis en place. Pour l'instant, certains responsables politiques ne parviennent toujours pas à surmonter leurs conflits d'intérêts respectifs afin que la loi PPP tant attendue soit adoptée par le gouvernement. On peut alors espérer que les «propositions» fort honorables pour le bien être et l'essor de l'économie libanaise de Ziad Hayek seront entendues par les autorités compétentes avant que l'économie avant que l'économie libanaise n'en prenne encore un coup!

ECONEWS | en français

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

En visite à Milan, Mohamed Choucair inaugure le Conseil d'affaires italo-libanais

ITALEBCO
Lebanese-Italian Business Council

C'est à la tête d'une délégation d'hommes d'affaires libanais que le président de la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban s'est rendu à Milan pour l'inauguration du Conseil d'affaires italo-libanais, en présence d'officiels des deux pays.

À Milan le 12 juillet dernier, Mohamed Choucair a présidé une réunion en présence d'officiels et d'hommes d'affaires italiens et libanais. À cette occasion, le président de la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban a assuré que «des entreprises de premier plan allaient coopérer dans l'objectif de renforcer les relations économiques de part et d'autre de la Méditerranée». «Le partenariat public-privé n'est pas une formule théorique et rhétorique mais il s'inscrit dans une approche réaliste et concrète», a-t-il déclaré. Aussi, Mohamed Choucair a tenu à saluer le rôle joué par les ambassades d'Italie et du Liban qui ont permis la formation et le lancement de ce Conseil. Pour Mohamed Choucair, «c'est la preuve palpable d'un partenariat prometteur pour l'avenir». «La Chambre tient à son rôle de conseiller du gouvernement en matière de commerce extérieur et elle tient à agir en association avec les conseils d'affaires qui connaissent bien la réalité du terrain», a précisé le président de la Chambre de Beyrouth et du Mont-Liban, rappelant que «les hommes d'affaires libanais, notamment les membres de ce Conseil, travaillent en étroite collaboration avec les pays du Golfe». «Vous les trouverez en Irak et en Syrie entrain de se préparer à la reconstruction», a-t-il souligné.

UNE VISION D'AVENIR

Mohamed Choucair propose notamment d'organiser «La semaine de l'Italie au Liban» en 2014 et «La semaine du Liban en Italie» en 2015. «Comme nous pouvons aussi envisager des expositions communes dans les pays du Golfe», a-t-il ajouté. Il a rappelé par ailleurs que «le Liban peut paraître fragilisé par les évènements qui le touchent» ajoutant que néanmoins «il ne sera jamais réduit à l'inaction, car il porte en lui une dynamique qui a triomphé de toutes les adversités». Aussi, selon lui, «le Conseil d'affaires italo-libanais vient s'ajouter aux liens étroits qui unissent déjà les deux chambres». La Chambre de Beyrouth fait partie du réseau en formation «Euro-Mediterranean Development Center» qui, à l'initiative de PROMOS, se propose de répandre autour de la Méditerranée les «bonnes pratiques» au service de la micro, petite et moyenne entreprise. L'EMDC est un outil parfait pour le transfert de technologies et la mise à niveau de l'entreprise. Le Centre d'arbitrage et de médiation de la Chambre de Beyrouth fait également partie d'ISPRAMED, le réseau méditerranéen dans lequel s'investit la Chambre de Milan, et qui œuvre déjà, par la recherche, la formation et les conférences à relever le niveau de l'arbitrage dans la région. Cette action est utile pour accompagner l'expansion du commerce et des investissements, en particulier les investissements directs étrangers, ainsi que des outils plus modernes comme la franchise. Les grands projets d'infrastructure de l'Union pour la Méditerranée ne seraient sans doute pas possibles sans l'existence dans la région de centres d'arbitrage et de médiation reconnus pour leurs compétences.

«L'Association des Chambres de Commerce et d'Industrie de la Méditerranée (ASCAME) est fortement intéressée par les travaux d'ISPRAMED et se propose de coopérer avec l'institut pour faire bénéficier tous les pays de la Méditerranée d'un système alternatif de résolution des conflits qui inspire confiance à l'investisseur et à l'entrepreneur étranger» a poursuivi Mohamed Choucair. Le Conseil d'affaires tient une place centrale dans l'organisation des deux chambres. Nous espérons qu'il en tirera le plus grand profit. Nous n'avons pas besoin d'attirer l'attention des hommes d'affaires sur leurs intérêts, nous sommes de ceux qui croient que les hommes d'affaires, en poursuivant leurs intérêts propres, réalisent doublement l'intérêt économique de leur pays», a conclu Mohamed Choucair, souhaitant «bonne chance» au Conseil d'affaires italo-libanais et l'invitant à se montrer «à la hauteur des relations d'amitié et de commerce entre l'Italie et le Liban».

ECONEWS | en français

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

FESTIVALS D'ÉTÉ «On préfère être sûr que le spectacle est toujours annoncé et que les routes d'accès restent ouvertes avant d'acheter nos places»

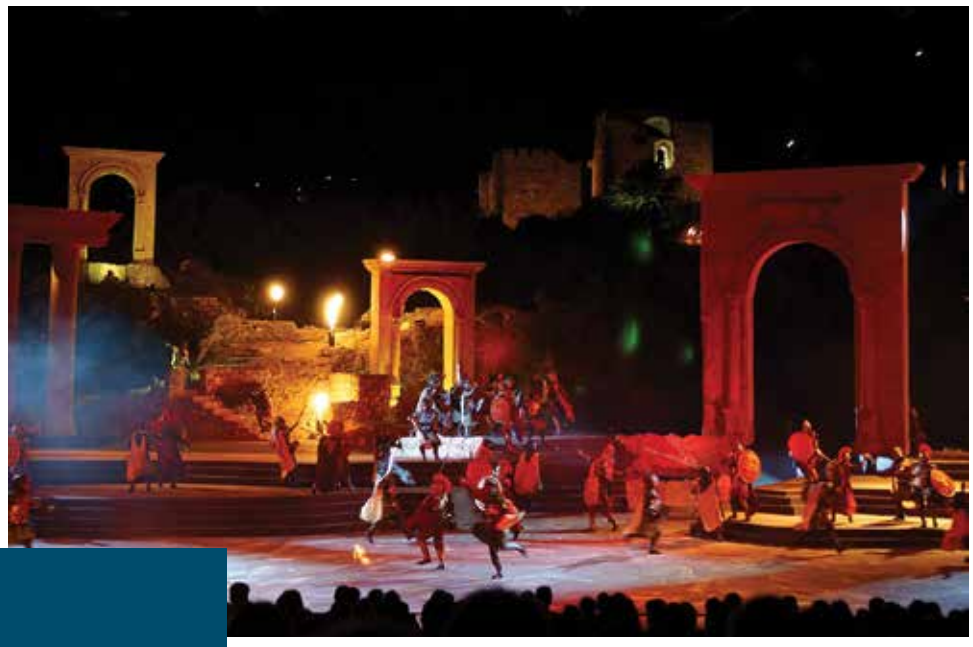
Les bonnes nouvelles sont rares au pays du Cèdre. Mais une chose est certaine, c'est que les festivals de musique rassemblent là où la politique divise. Alors que l'instabilité politique et économique rend le travail des organisateurs ardu et incertain, le miracle libanais continu pourtant d'opérer à chaque nouvelle saison estivale, pour un public avide de spectacles et de magie!

Lors de la conférence de presse annonçant l'ouverture et le programme du Festival de la ville de Byblos, le ministre sortant du Tourisme a salué le dynamisme et le travail acharné des comités d'organisation et des organismes privés et municipaux qui œuvrent en commun pour la promotion et le développement de la ville millénaire. Laquelle vient justement d'être élue «meilleure cité touristique du monde arabe pour 2013». Fady Abboud l'a annoncé fièrement, rappelant qu'«en dépit de la crise régionale, des risques et des tentatives d'importer le conflit syrien au Liban, nous sommes dans un pays qui refuse de mourir... Même s'il est devenu le spécialiste des occasions manquées».

Comme le ministre du Tourisme, de nombreux citoyens continuent d'encourager et d'applaudir la qualité de la programmation des festivals de l'été. En effet, depuis le début du mois de juillet, la déprime ambiante provoquée par l'insécurité politique et économique semble avoir laissé place à l'enthousiasme annuel pour les événements qui jalonnent la saison estivale. Malgré une fréquentation en baisse et des modifications dans l'organisation, les programmations musicales sont maintenues au Liban. Courageux quand même ces organisateurs qui trouvent toujours des solutions même dans les pires situations! Et si le public étranger est presque absent cette année, les spectateurs libanais restent, eux, fidèles au rendez-vous.

MAUDITES TENSIONS ET FESTIVALS MIRACULÉS

Premier affecté par ces tensions politiques et sécuritaires, le festival lyrique de Baalbeck, qui investit chaque mois d'août les remarquables vestiges romains de la ville, située à une dizaine de kilomètres de la frontière syrienne. Un mois après une pluie de roquettes attribuées aux rebelles syriens sur Baalbeck, le festival, qui avait déjà essuyé l'annulation de deux concerts, a in fine dû se délocaliser dans une soierie de la capitale. «On peut sécuriser les routes d'accès au festival, mais pas les attaques venues du ciel», affirmait Nayla de Freige, directrice du festival, au quotidien Ouest-France, ajoutant à propos des ventes de billets que celles-ci «avaient bien démarré, boostées par les remises de préventes», mais qu'elles s'étaient «nettement tassées par la suite». Si les deux autres grands festivals de Beiteddine et de Byblos se trouvent quant à eux suffisamment éloignés des zones de tensions pour ne pas être directement touchés par une attaque, leurs ventes de billets oscillent elles-aussi au gré de l'actualité sécuritaire et politique du pays.



> ON PEUT SÉCURISER LES ROUTES D'ACCÈS AU FESTIVAL, MAIS PAS LES ATTAQUES VENUES DU CIEL

«Pour ses premières représentations, le festival de Beiteddine a affiché un taux de participation de 80% à 100%», assure Nora Joumblatt, présidente du festival. Le cirque chinois affichait complet tandis que et 3 500 places sur les 4 000 disponibles étaient occupées pour le concert du chanteur Kadim As Sahir. Cependant, contrairement à l'année précédente où les spectacles se jouaient à guichets fermés, «les ventes sont restées ouvertes cette année jusqu'au jour de la représentation», tempère la présidente. Caroline, une habituée du festival de Beittedine, affirme ne pas avoir acheté tous ses billets à l'avance comme chaque année. «J'ai pris deux places pour deux concerts à l'avance. Pour les autres, je prévois en fonction de l'actualité, je préfère attendre, au risque de rater un concert au cas où il serait complet», confie-t-elle. En effet, selon des gens du métier, la peur pousse certains festivaliers à attendre le dernier moment pour acheter leurs places. Les ventes ont ainsi baissé de 20 à 30% par rapport à 2012.

TASSEMENT DANS LES VENTES SUITE AUX AFFRONTEMENTS DE SAÏDA EN JUIN DERNIER

Après les affrontements à Saïda les 22 et 23 juin, les ventes de billets ont chuté auprès des grandes enseignes comme Virgin Mégastore. Selon Charbel, vendeur au sein de l'établissement, celles-ci auraient toutefois repris leur rythme normal très peu de jours après les événements.

«Le festival de Byblos affiche une fréquentation satisfaisante pour ses premiers concerts, affirme de son côté Naji Baz, son producteur et directeur artistique, même si le niveau des ventes n'atteint pas celui des années précédentes et varie lui aussi au gré de l'actualité».

De plus, les touristes occidentaux et du Golfe, qui représentent habituellement 20% de l'audience, manquent cette année à l'appel. Les expatriés sont moins nombreux à rentrer, la demande repose finalement sur les Libanais résidents. La visibilité est donc difficile pour les semaines restantes.

ECONEWS | en français

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Le fonds FARO Liban, créé pour encourager et financer les petites et moyennes entreprises innovantes

Le FARO a été créé à l'initiative du gouvernement français pour encourager le développement économique à travers l'innovation et la création. Un vaste réseau méditerranéen sous la direction de l'Union pour la Méditerranée encadre le développement et le renforcement du partenariat entre les petites et moyennes entreprises.

Ce fonds d'amorçage, de réalisation et d'orientation (Faro) a été lancé le 27 mai 2010 dans le cadre de l'Union pour la Méditerranée pour contribuer au développement de l'innovation de part et d'autre de la Méditerranée.

Le FARO Liban est porté par la Chambre de commerce, d'industrie et d'agriculture de Beyrouth et du Mont-Liban. Son président, Mohamed Choucair, et le gouverneur de la Banque du Liban, Riad Salameh, ont tenu une conférence de presse conjointe, le 12 février dernier, pour lancer officiellement le fonds FARO Liban. La Chambre de Beyrouth et du Mont-Liban accueillent le siège du fonds et le Liban est le premier pays participant à ce projet après la France.

OBJECTIFS DE CE FONDS

Le fonds FARO Liban vise à encourager les petites et moyennes entreprises innovatrices, en leur accordant des prêts facilités en vue de développer leurs ressources et d'améliorer les conditions de leur productivité et de leur compétitivité. L'importance du fonds réside dans l'appui des pays du bassin de la Méditerranée au niveau de l'innovation et de la création, et dans son rôle en tant que réseau de coopération entre les pays du Nord et du Sud pour améliorer la productivité des entreprises et renforcer l'ouverture sur les marchés internationaux. L'objectif est de booster l'économie, développer les facteurs sociaux et humains et accélérer la croissance au Liban et dans la région.

La création de ce fonds comporte trois objectifs principaux: favoriser la création d'entreprises et promouvoir l'emploi, soutenir l'innovation dans les pays de la rive sud de la Méditerranée et développer les partenariats Nord/Sud. En ces temps difficiles, où l'économie est en crise et où le chômage est à son pic, les aides aux jeunes entrepreneurs sont plus que les bienvenues.

QUI PEUT BÉNÉFICIER DE CE FONDS D'AIDE?

Chaque entrepreneur libanais ayant une idée ou un projet intéressant et l'intention de coopérer avec des partenaires dans la zone euro-méditerranéenne, devrait prendre contact avec le Centre de développement économique de la Chambre de Beyrouth et du Mont-Liban pour obtenir toutes les informations dont il aurait besoin afin de profiter du FARO.

Néanmoins, certaines conditions sont à remplir pour pouvoir bénéficier de ce prêt: être détenteur d'une Start-up innovante, tous secteurs d'activité confondus, et/ou avoir une entreprise existante mais qui désire développer un nouveau produit, et enfin avoir un partenaire faisant partie des pays de l'Union pour la Méditerranée.

À noter que l'un des rôles de la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban est de servir d'intermédiaire entre les PME et le fonds, de sélectionner les candidats et de les aider dans la préparation de leurs dossiers.

Chaque projet soutenu par le FARO est doté d'une subvention d'un montant maximum de 20 000 dollars et d'un prêt à un taux de 1% sur trois ans, avec une période de grâce qui peut aller jusqu'à un an. La subvention allouée permettra aux porteurs de petits projets innovants de développer des études de faisabilité aux niveaux technique, financier, juridique commercial et managérial, et d'acquérir les moyens et le matériel nécessaire au démarrage de leur activité innovante. Enfin, le FARO Liban bénéficie du soutien de la Banque du Liban, de Kafalat et des incubateurs Berytech et South Bic. Alors si vous avez une idée innovante pour votre start-up et/ou entreprise, sachez que le fonds d'aide FARO vous attend! Ce véritable levier économique pour les très petites entreprises concerne toutes les régions du Liban. De plus, le FARO Liban vous ouvrira les portes du développement à la fois sur le plan local mais aussi sur les marchés régionaux et européens.

> « AVEC VOTRE IDÉE ET NOTRE ASSISTANCE TOUT EST POSSIBLE »

Les candidats intéressés peuvent se renseigner et soumettre leur dossier à l'adresse suivante:

HYPERLINK «mailto:edc@ccib.org.lb» edc@ccib.org.lb ou contacter pour un rdv le Centre de développement économique de la Chambre de Beyrouth au 1314 (Ext 14).

À partir d'un mobile contacter le (01) 353 390.

ECONEWS | en français

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Regard du LCEC sur l'avenir des énergies renouvelables au Liban

L'énergie renouvelable, un sujet au cœur des activités du Centre libanais de conservation de l'énergie (LCEC). Son directeur, Pierre El - Khoury, nous parle des multiples programmes qui tentent de faire avancer le Liban sur la voie des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique.

Organisation indépendante affiliée au ministère de l'Énergie et de l'Eau, le LCEC a été créé officiellement en 2011 mais ses activités ont commencé dès 2002 suite à la signature d'un accord de coopération entre le ministère de l'Énergie et de l'Eau et le PNUD (Programme des Nations-Unies pour le développement).

LE LCEC RECONNU COMME L'AGENCE NATIONALE DE L'ÉNERGIE AU LIBAN

Pierre El-Khoury, directeur du LCEC, affirme que «les objectifs de cet accord étaient de reconnaître officiellement le LCEC comme Agence nationale de l'énergie au Liban et de recruter en parallèle une équipe d'experts spécialisés dans l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables». Le centre a pris de l'ampleur à partir de 2005 jusqu'en 2011, date marquant l'indépendance de cette organisation.

En 2013, le LCEC a reçu le premier support financier de la part du gouvernement libanais qui a inclu le centre au budget national annuel approuvé respectivement par le ministère de l'Énergie et des Finances et par la Cour des comptes. «Le budget alloué par le Conseil des ministres s'étale sur cinq ans (2013-2018) et couvre près de 40% du budget opérationnel du LCEC», confie son directeur. Les 60% restants, nécessaires au bon déroulement des actions et des programmes nationaux entrepris par le LCEC, sont alloués d'une part par le PNUD et d'autre part par l'Union européenne.

SEPT PROGRAMMES NATIONAUX

«Des campagnes de sensibilisation sur l'importance de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelable et des ateliers de perfectionnement sont régulièrement dispensées par des experts environnementaux aux ingénieurs en électricité et en énergie», affirme le directeur du LCEC. Des workshops sont également ouverts aux entreprises, aux consultants indépendants et aux universitaires.

Le LCEC planche sur 7 programmes et projets nationaux:

Le NEEREA: Programme mis en place dès octobre 2010. C'est un mécanisme de financement national développé par la Banque du Liban et qui vise à offrir aux investisseurs privés, aux industriels et aux propriétaires de bâtiments et de maisons, des prêts à un taux d'intérêt de 0,6% sur une période de remboursement échelonnée sur 14 ans. NEEREA est considéré comme étant l'un des meilleurs mécanismes de financement au monde. Dans ce programme, le LCEC a un rôle de consultant technique et la BDL travaille sur les aspects liés à l'ingénierie.

> CONSERVATION DE L'ENERGIE SANS MOYENS, C'EST DE LA CONVERSATION

Un chauffe-eau solaire pour les maisons:

Depuis 2010, et sous le ministère de l'Énergie et de l'Eau dirigé par Gebran Bassil, une initiative permettant d'installer un chauffe-eau solaire dans chaque maison libanaise a été mis en place. Depuis 2011, il est effectivement possible pour les particuliers de contracter un prêt de 5 ans dans cet objectif auprès des sept banques qui financent ce projet. Près de 12 000 chauffe-eau solaires représentant18 millions de dollars de volume de marché ont ainsi pu être installés. Le 28 juin 2013, en collaboration avec l'Ordre des Ingénieurs et des Architectes de Beyrouth, une nouvelle initiative a été lancée, permettant aux ingénieurs de bénéficier d'un prêt à 0,6% pour installer un chauffe-eau solaire dans leur maison.

Une gestion efficace de l'éclairage public:

Le LCEC travaille depuis 2010 auprès de 300 municipalités à sensibiliser les équipes techniques au contrôle de la maintenance de l'éclairage public. Récemment cette année, le ministère de l'Énergie et de l'Eau a lancé une initiative pour installer près de 4 000 lampes fonctionnant à l'énergie solaire et destinées à plusieurs régions du pays.

Beirut River Solar Snake:

Ce projet consiste à couvrir la rivière de Beyrouth avec des panneaux solaires (photovoltaïques) capables de produire de l'électricité avec une puissance de 10 mégawatt afin d'assurer de l'électricité à plus de 10 000 foyers. La première phase d'exécution de ce projet sera d'1 mégawatt qui produirait de l'énergie suffisante à illuminer près de 1000 foyers et devrait débuter fin 2013.

Parc éolien:

Le ministère a aussi lancé un appel d'offres pour attirer les investisseurs du secteur privé dans l'objectif de bâtir un parc éolien d'une capacité de 50 à 100 mégawatt. La mise en place de ce projet fort ambitieux est prévue pour l'année 2015.

La loi de la conservation de l'énergie:

Le LCEC a préparé un projet de loi intitulé «La loi de la conservation de l'énergie» qui a été présenté au gouvernement il y a deux ans déjà. L'objectif de cette loi est de créer un cadre réglementaire pour le développement de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables au Liban.

Le net metering:

Ce concept a été approuvé par l'Électricité du Liban en 2011, permettant aux consommateurs d'électricité d'exporter leur électricité solaire et éolienne sur le réseau national de l'EDL. C'est un genre d'échange d'électricité entre le consommateur et l'État. L'avantage de ce concept pour le consommateur est qu'il lui permet de réduire sa facture mensuelle énergétique.

12% D'ÉNERGIES RENOUVELABLES POUR 2020

Pierre El-Khoury affirme que «le Liban est le premier pays arabe à avoir obtenu une approbation de la part du Conseil des ministres pour un plan d'action national au niveau énergétique, et ce alors que le Maroc, la Tunisie, l'Égypte, la Jordanie et le Soudan ont planché sur ces questions bien avant le Liban». Un des objectifs du LCEC est de faire en sorte que 12% des besoins énergétiques du Liban soient couverts par les énergies renouvelables. La plupart des pays européens et américains poursuivent cet objectif. Le directeur du centre clôt notre rencontre sur un souhait: «Nous souhaitons avoir un nouveau gouvernement au plus vite car la plupart des décisions stratégiques dans le domaine énergétique doivent être prises par le Conseil des ministres réuni, étant donné que c'est un secteur dynamique qui affecte non seulement la situation économique mais aussi l'avenir de l'environnement au Liban».

ECONEWS | en français

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Bassam Frenn: L'IRI est le seul institut de recherche industrielle au monde qui s'autofinance entièrement

Visionnaire et volontaire, le directeur général de l'Institut de Recherche Industrielle s'efforce depuis 15 ans de promouvoir l'innovation au Liban. Avec très peu d'aides étatiques, c'est grâce aux donations étrangères et à la compétence de ses équipes que les laboratoires de l'IRI peuvent se targuer d'avoir été les premiers dans la région à avoir reçu une accréditation internationale de l'Agence allemande.

Quelle est la mission de l'Institut de recherche industrielle?

L'Institut de recherche industrielle a été fondé en 1953 suite à un accord conclu entre les gouvernements libanais et américains. Juridiquement, l'IRI est rattaché au ministère de l'Industrie et est totalement indépendant aux niveaux administratifs et financiers. Ses activités ont réellement débuté en 1954. Une des missions principales de l'IRI consistait à rehausser le niveau des industries libanaises, encore très artisanales à l'époque. Dans un deuxième temps, il s'est agit d'apporter une assistance technique dans la région. À ce niveau, on peut dire que le Liban a été, des années 50 à 1963, le précurseur du développement économique dans la région. Seul membre régional de l'IAA (International Aviation Agency) à l'époque, l'IRI conseillait techniquement plusieurs industries américaines. À partir de 1969, un déclin a commencé à se faire sentir et s'est accru pendant les années de guerre du Liban, de 1975 à 1990. Ce n'est qu'aux alentours de 1994 que l'Institut démoli fut réhabilité, reprenant timidement ses activités. Lorsque j'ai été désigné pour être à la direction générale de l'IRI en 1998, j'ai essayé d'établir une véritable stratégie avec une vision à long terme en mettant à jour les locaux et les équipes de l'Institut. C'est ainsi que nous avons pu, en janvier 2004, inaugurer le nouveau siège de l'IRI au sein du campus de l'Université libanaise de Hadath à l'occasion des 50 ans de l'IRI. Je suis ravi de voir que nous avons pu relever les défis d'avenir. Nos équipes, qui ne comptaient que 12 personnes en 1998, regroupent actuellement près de 160 employés. Nous avons pu créer près de 12 emplois annuellement sans aucune aide effective de l'État ni du secteur privé! En effet, c'est grâce à des relations privilégiées et personnelles que j'entretiens depuis de longues années ainsi qu'à mon expérience professionnelle au CDR, avec des pays américains et européens dont la Belgique et la France, que nous avons pu obtenir 90% de donations étrangères pour perfectionner et adapter nos équipements en vue d'un meilleur rendement.

Les objectifs des activités et services de l'Institut de recherche industrielle:

• Effectuer des études et des recherches se rapportant à la création de nouvelles industries.

• Effectuer des tests et des analyses sur les matières premières disponibles afin de définir leur utilité et établir les meilleurs moyens pour leur exploitation.

• Assurer, à un niveau scientifique international, des services fiables en matière de vérification et d'analyse, et accorder les certifications (systèmes, produits, personnes) en conformité avec les normes et spécifications en vigueur.

• Fournir des services de consultation spécialisés dans les domaines technologiques, économiques et de management.

• Etablissement de plans de développement industriel.

• Maintenir une étroite coopération avec les administrations publiques, les associations d'industriels et les organismes spécialisés en matière de développement industriel à l'échelle nationale et internationale L'Institut adhère à des normes morales et professionnelles ou chaque information, processus, brevet d'invention et technique développés sont traités avec une discrétion absolue, en sauvegardant les intérêts exclusifs du client.

Une fois à la tête de l'IRI en 1998, quelle a été votre stratégie de développement?

Dans la stratégie que j'ai mise en place dès 1998, il n'était pas possible de faire évoluer cette institution sans développer un Centre de recherche industriel appliqué (différent d'un centre de recherche scientifique). Dans ce cadre, nous avons mis en valeur les qualifications de notre personnel et investi dans des équipements à la hauteur des derniers standards internationaux. Comme je vous l'ai dit, en 1993, lors de la reprise de l'IRI, après de nombreuses années de guerre et de démolition, il était très difficile de trouver du personnel compétent en raison du manque de spécialisations universitaires d'une part et de l'émigration des personnes qualifiées d'autre part. Dès lors, un de mes défis fut de trouver des Libanais de l'étranger susceptibles de répondre aux critères et aux besoins du marché. C'est ainsi que j'ai pu recruter dans nos équipes de grands spécialistes dans les différents domaines industriels, provenant de l'Europe, de l'Australie, du Canada, des États Unis... Par ailleurs, nous avons pu obtenir 90% de nos équipements (à travers l'Union européenne) par donations pour confectionner de nouveaux laboratoires en microbiologie (à travers l'USAID), en pétrole (à travers la Belgique), en emballage (à travers l'ONUDI et l'Italie) et mettre en place un institut de soudure (à travers la France). Un autre aspect de ma stratégie et vision d'avenir pour l'IRI a consisté à développer la formation au niveau institutionnel via des séminaires et conférences nationaux et internationaux. Après avoir mis en place ces différentes actions pour faire évoluer l'IRI, ma vision s'est développée et, voyant qu'aucune aide n'était apportée aux jeunes chercheurs et aux idées innovantes par l'État libanais, j'ai décidé de mettre en place un Centre d'innovation et de transfert technologique. Ce centre a pu démarrer grâce à une aide de l'Union européenne qui s'élevait à 200 000 euros. Il consiste à donner des «bons» (vouchers) à des personnes détentrices d'idées innovantes.

Dans une économie mondiale fondée sur les connaissances, l'innovation est essentielle. La politique libanaise est-elle concernée par le savoir et l'innovation? Sa collaboration à vos travaux est-elle suffisante?

En effet, il est capital de revoir la législation libanaise, car jusqu'à présent aucun décret de loi ne traite de comment promouvoir la recherche appliquée. Nous avons, à maintes reprises, proposé un volet légal à l'État sur cette question, mais pour l'instant rien n'a été fait. Or, les centres de recherches appliquées dans les pays européens, américains, japonais et australiens font partie du budget national. Lorsqu'en 2008 les Américains ont voulu baisser le budget annuel consacré à la recherche de 7%, Bill Gates a, de son côté, augmenté de 50% sa part d'investissement dans le secteur. Je peux vous assurer qu'il a été visionnaire car il a eu un retour douze fois supérieur à son investissement. Cela démontre à quel point cet investissement est important pour un pays. Dès lors, je peux certifier que la politique libanaise doit investir dans ce secteur très prometteur. Au niveau financement, d'une façon générale les centres de recherche industrielle dans le monde vivent de trois sources principales de financement: entre 30% et 40% de subventions de l'État, entre 25 et 30% de financements privés et leurs propres ressources. L'IRI, lui, s'autofinance depuis près de 14 ans. Nous sommes le seul centre entièrement autofinancé au monde!

Comment encouragez-vous la coopération entre chercheurs, industriels et investisseurs? À travers quels outils?

L'IRI encourage la coopération entre les différents acteurs clés de l'industrie à travers plusieurs outils, dont les activités de recherche et de méthodologie dispensées dans ses laboratoires ainsi que dans des centres d'excellence spécialisés. À ce titre, on peut notamment citer: le ELCIM (Euro-Lebanese Centre for Industrial modernization), l'Institut de soudure (grâce à une loi promulguée et appliquée depuis 10 ans au Liban), le CIT (Center For Innovation and Technology), le LCPC (Lebanese Cleaner Production Center) et la Bourse de sous-traitance et de partenariat (BSTP). Sa tâche principale est notamment de conseiller les industries dans différents secteurs pour qu'elles soient plus productives et pour les pousser à investir dans l'aspect environnemental. Il s'agira notamment pour ces sociétés de minimiser les coûts de production

en faisant des économies énergétiques. Nous avons par ailleurs mis en place la première grappe (cluster) dans le domaine de l'information technologique sous le nom de «Lebanon Softshore Cluster IT». Nous avons regroupé sous ce nom près de 17 petites compagnies industrielles (SME) pour renforcer leurs travaux. Car le point faible des entreprises de ce secteur au Liban est leur taille (il s'agit de sociétés de maximum 20 employés), ce qui ne leur permet pas d'être compétitives aux niveaux régional et international.

Avec Joseph Matta, vous avez représenté le Liban lors de l'Assemblée générale EUROLAB aux Pays-Bas. Le Liban est le premier pays non européen à adhérer à l'Assemblée. Que pouvez-vous nous dire à ce sujet?

En représentant le Liban à l'Assemblée générale de l'EUROLAB ainsi qu'auprès d'autres organisations internationales (AOAC, ICC, ICNDT, IIW, AIDMO, etc.), en plus des accords de partenariat, nous avons pu redonner à ce petit pays une place sur la carte mondiale. Et ce notamment grâce aux nombreux échanges que nous avons pu établir en renouant avec des institutions similaires dans le monde. Nous avons pu effectuer un travail énorme en très peu de temps. Par ailleurs, nous avons pu redevenir membre de grandes organisations régionales et internationales, comme à l'époque de l'âge d'or de l'industrie libanaise dans les années 50, en participant notamment à des foires internationales et en travaillant sur un grand nombre de protocoles et d'accords de coopération.

Êtes-vous satisfait des résultats obtenus et quels sont vos objectifs pour les années qui viennent?

Je peux vous affirmer que je suis très satisfait des résultats obtenus au cours de ces quinze dernières années, surtout quand j'observe la situation politique et économique du pays. J'aurais bien entendu souhaité davantage de prise de conscience de la part des ministres et du secteur privé quant à l'intérêt à donner à ce secteur innovant. Néanmoins, savoir que les laboratoires de l'Institut de recherche industrielle sont les premiers dans la région à recevoir une accréditation internationale par l'Agence allemande d'accréditation est une grande fierté. À noter que ce certificat est reconnu dans plus de 126 pays.

ECONEWS | en français

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Le Liban est-il suffisamment armé face à une contraction des investissements étrangers?

Bachir El Khoury

Les découvertes d'hydrocarbures au large du littoral et l'intérêt manifesté récemment par d'importantes sociétés pétrolières pourraient contrebalancer les retombées néfastes de la situation actuelle sur l'économie et les capitaux étrangers.

Dans le contexte actuel de crise prolongée liée à la situation en Syrie, d'absence de gouvernement et de prévisions de croissance nulle (selon les dernières estimations de la banque britannique HSCBC), le Liban, désormais pris dans l'engrenage, ne peut espérer qu'une seule chose: un dénouement plus rapide à la crise syrienne ou, en cas de poursuite des combats, de pouvoir limiter, ne serait-ce que partiellement, les retombées du conflit voisin - aussi bien sur le plan politique qu'au niveau économique. L'accélération du processus d'exploration pétrolière et gazière au large du littoral s'avère être, dans cette perspective, l'une des rares soupapes envisageables. En mai dernier, plus d'une quarantaine de compagnies américaines, européennes et arabes ont exhibé leur intérêt de participer à l'exploration des fonds-marins libanais. Parmi elles, figuraient les géants américains Chevron et Exxon Mobil ainsi que la Royal Dutch Shell.

Cet intérêt, louable dans l'absolu, l'est d'autant plus dans le contexte actuel car susceptible de relancer une dynamique d'investissement quasiment au point mort.

Il suffit de parcourir pour cela les résultats de deux rapports clés pour réaliser que la machine est (presque) en panne: le dernier rapport publié par la Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), même s'il fait état d'une hausse, en termes nominal, des investissements directs étrangers (IDE) l'an dernier - à 3,8 milliards de dollars contre 3,5 milliards de dollars en 2011 – recèle plusieurs éléments qui valent d'être relevés: d'abord, une tendance générale à la baisse des entrées d'IDE depuis le début de la crise syrienne, ceux-là ayant atteint 4,8 milliards de dollars en 2009, soit respectivement 30% et 20% de plus qu'en 2011 et 2012.

Ensuite, toujours selon la CNUCED, le Liban a enregistré la hausse la plus faible d'entrées d'IDE parmi les pays arabes l'an dernier. En effet, les flux d'investissements en provenance de l'étranger ont augmenté de 12,6% dans la région, ce qui relativise dans une certaine mesure la croissance nominale observée au Liban.

Enfin, le rapport onusien indique que le montant net des transactions de fusions-acquisitions au Liban (achat de compagnies locales par des entités étrangères) a atteint 80 millions de dollars en 2012, contre 836 millions de dollars en 2011, tandis que ces mêmes opérations inversées (vente de filiales de sociétés étrangères à des entités locales) ont atteint, en valeur nette, 317 millions de dollars en 2012, contre un montant nul un an plus tôt, reflétant une tendance à un désengagement de la part de compagnies étrangères du marché local.

> LE MONTANT NET DES TRANSACTIONS DE FUSIONS-ACQUISITIONS AU LIBAN A ATTEINT 80 MILLIONS DE DOLLARS EN 2012, CONTRE 836 MILLIONS DE DOLLARS EN 2011

LES ENTRÉES NETTES DE CAPITAUX PRIVÉS EN FORTE BAISSE

Moins nuancé que le rapport de la CNUCED, un autre rapport publié récemment par l'International Institute of Finance (IIF) est quant à lui assez explicite. L'institut prévoit en effet une chute de 30% des entrées nettes de capitaux privés vers le Liban en 2013, à 1,6 milliard de dollars – un plus bas depuis au moins cinq ans. Cet indicateur, qui reflète la différence entre flux centripètes et sorties d'investissements privés, de prêts bancaires et d'investissements de portefeuille (achat d'actions et d'obligations), s'étaient déjà contracté de 63% en 2012, enregistrant la plus forte chute dans la région. Les entrées nettes de capitaux privés avaient alors reculé à 2,4 milliards de dollars en 2012, contre 6,3 milliards de dollars en 2011, 5,8 milliards de dollars en 2010 et un pic de 12 milliards de dollars en 2009. L'IIF a ainsi classé le Liban en 3ème position des plus faibles bénéficiaires de capitaux privés nets parmi les marchés émergents, devant l'Équateur (496 millions de dollars) et l'Égypte (283 millions de dollars).

Le pays du Cèdre figurait déjà au bas de l'échelle en 2012 parmi ses pairs émergents, dépassant seulement deux pays, la Hongrie (2 milliards de dollars) et l'Équateur (53 millions de dollars) tandis qu'au niveau régional, il arrivait au dernier rang, après l'Égypte - seul pays arabe à avoir affiché des sorties nettes de capitaux privés en 2012 (6,5 milliards de dollars).

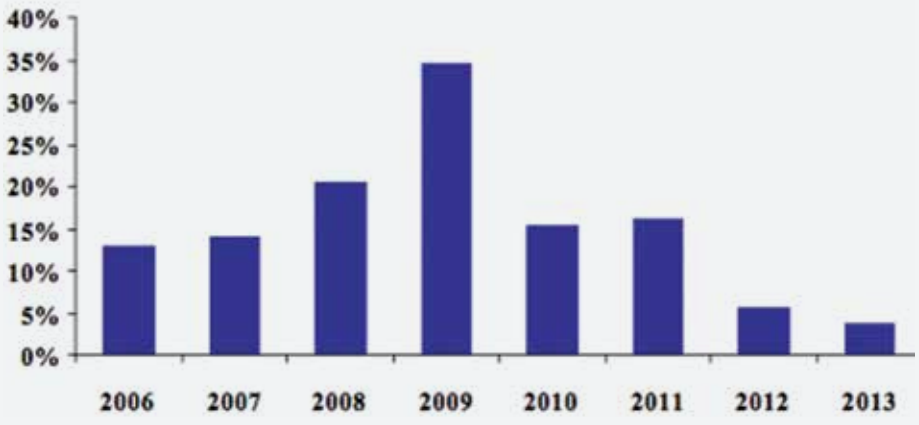
Si la tendance mondiale est à une baisse des investissements directs étrangers depuis plusieurs années en raison des multiples crises ayant secoué les continents américain et européen – les IDE ayant accusé une baisse de 18% en 2012 à l'échelle planétaire - un recul des IDE au Liban pose davantage problème que dans d'autres pays arabes ou émergents. L'économie du pays repose en effet largement sur cette source majeure de revenus, même si les investissements ne sont pas suffisamment diversifiés et producteurs d'emplois. Ceux-là représentent près du dixième du PIB, et plus de 30% de la formation brute de capital fixe.

Plus globalement, les flux de capitaux étrangers, qui comportent, entre autres, les dépôts des non-résidents, les transferts d'émigrés, les IDE ainsi que les recettes touristiques, comptent pour plus du tiers du produit intérieur brut. Ces flux se sont élevés à 5,7 milliards de dollars durant les quatre premiers mois de 2013, après avoir atteint plus de 15 milliards de dollars sur l'ensemble de l'année 2012.

Le Liban, qui peine à voir le bout du tunnel à l'heure actuelle, a ainsi tout intérêt à se préparer pour la période post-crise, en misant sur les perspectives d'investissement positives à long terme, à la lumière des récentes découvertes de gaz dans ses eaux territoriales. À défaut de cela, ou encore en parallèle, le pays devrait se convertir vers une économie davantage productive, pour réduire sa dépendance, et par conséquent sa vulnérabilité aux chocs externes et à leur impact sur les sources étrangères de revenus.

Encore faut-il que le Liban puisse préserver ses propres intérêts, en procédant, sur le plan gazier et pétrolier, à une délimitation de ses frontières maritimes, notamment avec Israël, ainsi qu'à l'accélération du processus de sélection de compagnies étrangères pour l'exploration de ses ressources, et créer l'environnement infrastructurel requis pour une augmentation de la productivité et de la production locales. Pour cela, le point d'orgue, inchangeable depuis au moins deux décennies, est de pouvoir dépasser ses problèmes internes pour éviter de manquer, encore une fois, l'occasion de remettre la machine en marche...

Evolution des entrées nets de capitaux au Liban (% PIB)



Source: Institut international de la Finance

ECONEWS | in English

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

A Positive Review of the First Year of Mohamed Choucair's Presidency at ASCAME

In the past year, ASCAME has encouraged its members to partake in some EU projects representing a total amount of 40 million Euros.

ASSOCIATION DES CHAMBRES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LA MÉDITERRANÉE
ASSOCIATION OF THE MEDITERRANEAN CHAMBERS OF COMMERCE AND INDUSTRY
جمعية غرف التجارة والصناعة للبحر الأبيض المتوسط

Beirut-Barcelona, 25th June 2013. It has been already a year since Mohamed Choucair was elected President of ASCAME- the Association of the Mediterranean Chambers of Commerce and Industry. and the outcome of this year proved to be positive. During this year, Mr. Choucair has pursued the objective of consolidating the Association through signing strategic agreements with the aim of developing the Euro-Mediterranean Partnership and for strengthening the Euro-Mediterranean Integration Zone.

At the same time, ASCAME has managed that its members partake in the financing of European and international projects for a total amount of 40 million Euros in collaboration with other organizations. As such, ASCAME and its Network of chambers of commerce have been assigned by different European and International agencies to manage and allow the SME from both sides of the Mediterranean to have access to credit and investment projects associated with the development of the Euro-Mediterranean region.

Mr. Choucair has also exerted major efforts in order to encourage the creation of a Mediterranean Arbitration Center. Furthermore, he has been able to enhance the presence of ASCAME in international economic organizations through meetings arranged with economic and political leaders of the Euro-Mediterranean region. Among them, the President of the French Republic Mr. François Hollande, the President of the Lebanese Republic, Mr. Michel Sleiman, the General Secretary of the Union for the Mediterranean, Mr. Fathallah Sijilmassi, the Vice-president of the EIB, Mr. de Fontaine Vive, and the President of the Catalan Government, Mr. Artur Mas among other important figures.

With regards to the agreements, President Choucair has signed the Memorandum of Understanding with the EIB on the 26th of November of 2013. This agreement renews the partnership in favor of the Mediterranean firms. By combining their competences and means of action in order to support the private sector, ASCAME and the EIB attempt to best support the projects' promoters and job creation initiatives.

MOU between CCIAT & the Lebanese University

The Chamber of Commerce, Industry and Agriculture North Lebanon, represented by Mr. Tawfic Dabboussi, has signed a Memorandum of Understanding with the Lebanese University, Faculty of Public Health, represented by its Dean Dr. Nina Zeidan.

Dabboussi explained the objective of this Memorandum that is to provide access for the scientific, academic and business communities to the remarkable services of the Quality Control Center Research and Development Laboratories (QCC) of the Chamber of Tripoli and the North.

It is noteworthy that QCC Lab has been accredited to ISO 17025 given its remarkable scientific capabilities and high technical competencies, as well as its effective homogeneous staff. As a scientific center specialized in food testing, it is well-suited to provide scientific research services that fall under "Food Safety" and "Public Health".

On the other hand, Dr. Zeidan was pleased that the Faculty of Public Health would sign a Memorandum with the Chamber of Tripoli and the North, one of the most active Chambers in Lebanon with its vital role in developing the region of North Lebanon. Zeidan also declared that what makes this relationship so special is that the Chamber is equipped with modern technical expertise and scientific equipment, which makes its laboratory a future incubator for a wide range of tests for different types of samples.

The Faculty hopes to benefit from the final reports that rely on studies and research projects. The Faculty also allows a certain number of students in advanced studies to join the Faculty's Research Center and the Chamber's Quality Control Center Labs.

Dr. Khaled El-Omari, head of the QCC Labs presented a brief of the Lab's history and the various stages it went through.

ECONEWS | in English

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Developing Horticulture to Access Impactful Markets - DHAIM

DHAIM project, funded by the United States Agency for International Development (USAID), was launched in late 2010. The project focused first on soilless agriculture production all over the Lebanese territory, and then shifted to all greenhouse crops.

THE PROJECT PARTNERS ARE:

- ACDI-VOCA, project holder, a US non-governmental organization based in Beirut

- In the Bekaa:

• Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Zahle & Bekaa

• AEC (Arc En Ciel) an NGO based in Taanayel, Bekaa

- In the North:

• Safadi Foundation in Akkar

• Rene Mouawad Foundation in Zgharta

• Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Tripoli & North Lebanon

- In the South:

• Hariri Foundation in Saida

• Chamber of Commerce, Industry and Agriculture in Saida & South Lebanon

150 farmers joined the project from various Lebanese regions; a number of them were selected according to parameters defined by the United States Agency for International Development, to carry out experiments in a number of protected crops such as peppers, cucumbers, tomatoes and lettuce.

Colored peppers were planted in 7 greenhouses granted by the project in the north and south of Lebanon during the fall of 2012. They worked closely with farmers providing them guidance on the agriculture out of soil (Picture No. 1). The marketing department within the project ensured quick selling of products at better prices due to the good quality.

5 farmers were selected in the Bekaa: Mr. Michel Yaacoub Youssef in Zahle, Mr. Ahmed Ali Monzer in Tamnin, Mr. Mohamed Hamieh in Taraya, Mr. Assaad Seifeddine in Haouch Barada, Mr. Qasem Ali Younis in Brital. The project granted a greenhouse for each one of them with modern features (Picture No. 2) who planted according to the good agricultural practices.

THE NEW GREENHOUSES DIFFER FROM THE TUNNELS USED IN THE BEKAA AS FOLLOWS:

- They are higher by nearly one meter which improves the ventilation.

- They are characterized by a ventilation system along the greenhouse on both sides using the crank system.

- They are equipped with a door on the back to facilitate the entry of tractors; and with 2 doors on the front for workers' entrance.

- Well closed with windows on all sections of the greenhouse that is exposed to the entry of insects.

- Side walls (not tunnel) to allow the cultivation of more seedlings compared with the traditional greenhouses used in the Bekaa, which increases the productivity.

- Aluminized shade cloth to reduce the temperature in the summer and raise it during the winter.

THE PROJECT WILL HELP THE BEKAA FARMERS TO:

- Adopt the Integrated Pest Management (IPM).

- Adopt grafted seedlings in the greenhouses granted to farmers.

- Keep records of all the agricultural activities.

- Organize field trips in order to provide the farmers with the necessary guidance.

- Work on the marketing of products at best prices.

- Reduce the cost of production and increase the productivity by adopting the good agricultural practices.

- Cultivation of peppers in Brital & Zahle, tomatoes in haouch Barada and Tamnin, cucumbers in Taraya.

- Each selected farmer has to attract from 7 to 10 farmers around him in order to teach them the new techniques adopted by the project.

For more information, please contact the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Zahle & Bekaa on the following numbers:

(961) 8 802602 / (961) 8 807375 Ext: 28, 38, 39

Fax: (961) 8 800050

website: www.cciaz.org.lb

Food Safety Modernization Act (FSMA) and Food Exporting to U.S.A

On June 14th 2013, the Chamber of Commerce, Industry, and Agriculture in Zahlé and the Bekaa in collaboration with MEFOSA, organized a workshop on Food Safety Modernization Act (FSMA) and Food Exporting to U.S.A. The event took place at CCIAZ building in Zahle, with the presence of Local Economic Development Agency in Bekaa (LEDA), and many local food companies.

MAIN OBJECTIVES:

Sharing awareness about the existence of the new FDA FSMA law (Food Safety Modernization Act) with Lebanese food industrialists who are wishing to export their food products to U.S.A., or those who are already exporting their products, clarifying the main elements of the law and the details as well. and presenting some of MEFOSA's technologies which will help to achieve FSMA goals, in addition to reviewing and discussing case studies on the actual dramatic situation of some Lebanese exporters and their products, due to the inability of complying with the export regulation to the U.S.A.

The participants enriched their experience in several ways, being aware of the existence of the new technologies that may qualify and quantify some important production food safety concerns like salmonellas, and their benefits from following the new FDA procedures:

- The ability and facility of exporting foods to U.S.A.

- Producing safely in accordance with the new FDA FSMA laws that will ensure the quality of the product in an International level.

CONCLUSION /RECOMMENDATIONS:

- Every Industrialist wishing to export his products to U.S.A. should register in the FDA, and follow FSMA law.

- The exporter should apply the food safety standards across the food supply chain according to the new FDA and related U.S.A. food safety requirements.

- Food industrialist wishing to export to U.S.A should produce according to the new FDA/U.S.A. requirements.

- The industrialist should be sure that he is buying his raw material from a certified supplier who is producing them according to the FSMA requirements.

- There is a need in Lebanon of the accredited sampling process and accredited laboratories, aiming to address root pathogen causes.

- The importance of public private partnership (PPP) cooperation with relevant stakeholders, Chambers, Private Associations, Academia, and the Government, to spread knowledge about critical points of control (CPC) laws including: ISO, HACCP, Good Agriculture Practices (GAP) to the farming community, and anyone working in the supply chain. This will increase the Lebanese income from agro & agri commerce with the World ...

ECONEWS | in English

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Key MOU signing between the SOUTHBIC and the Federation of Tyr municipalities on supporting entrepreneurs and promoting growth of MSMEs in the region

On July 13, 2013, the President of the Chamber of Commerce Industry and Agriculture in Saida and South Lebanon (CCIAS) and the President of the Federation of Tyr Municipalities signed the "South Business Innovation Center (SouthBIC) - Federation of Tyr Municipalities Memorandum of Understanding" (MOU) on supporting entrepreneurs and promoting growth of Micro, Small and Medium Enterprises (MSMEs) in the region.

This MOU reaffirms the commitment of the CCIAS to broaden economic growth in the Southern region by recognizing the critical role of MSMEs in job creation and as drivers of economic prosperity, as well as the need to promote and support access to economic opportunities for entrepreneurs.

Under this MOU, SouthBIC and the Federation of Tyr Municipalities will strengthen their partnership and collaboration to promote the growth of MSMEs through the support of the Business Network and other relevant activities. SouthBIC offers professional coherent and comprehensive incubation and counseling services to MSMEs from various sectors, and provides substantial benefits to engaged enterprises, and by extension to the local economy as well. The Federation will help small businesses and entrepreneurs in the region to better compete in the global market by linking them to the SouthBIC to address difficulties encountered by entrepreneurs in starting and growing MSMEs.

تشجيع الإبتكار
في الصناعات الغذائية
PROMOTING INNOVATIVE
INVESTMENTS IN AGRO-INDUSTRY
AGRO INVEST 2013

CCIAS is pleased to announce the re-launch of AGRO INVEST 2013 that was postponed due to disturbing circumstances occurred in Saida.

AGRO INVEST 2013 will be inaugurated on September 18th, 2013 at the BEC (Business Exhibitions Center in Saida) under the patronage of the European Union Ambassador Angelina Eichhorst, and in the presence of distinguished personalities.

The four-day event will attract a huge number of visitors from various agro-industry fields across Lebanon. Visitors will be exposed to an extensive variety of exhibitors. They will be able to attend an exceptional conference about the innovation in agro-industry and related workshops throughout the exhibition period in which more than 80 participants from a multitude of establishments will showcase their products and businesses.

Organized by:

Chamber of Commerce
Industry & Agriculture
in Sidon & South Lebanon

In Collaboration with:

SOUTH BIC

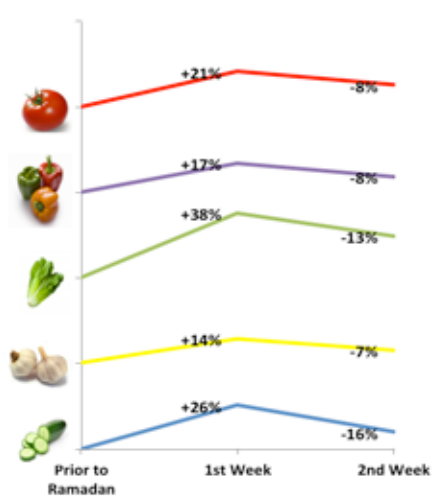
This Project is Co-funded
By The European Union

Price Fluctuations of Vegetables during the Holy Month of Ramadan from 2008 till 2013

Agriculture Department CCIA-BML

People have always claimed that prices of vegetables peak out during the Holy Month of Ramadan. Some even say prices double. Is that really what occurs? So, in order to find out, we studied data from the Market Information System at the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture. The market prices shown in the graph below were collected every other day since 2008 in four wholesale markets towns Beirut, Tripoli, Saida and Kab Elias. Then we compared three distinct periods from 2008 till 2013: One week before Ramadan, the first week of Ramadan and the week that follows. For example, in 2013, we computed July 1, 3 and 5 for the week prior to Ramadan, July 8, 10 and 12 for the first week of Ramadan and finally July 15, 17 and 19 for the second week of Ramadan.

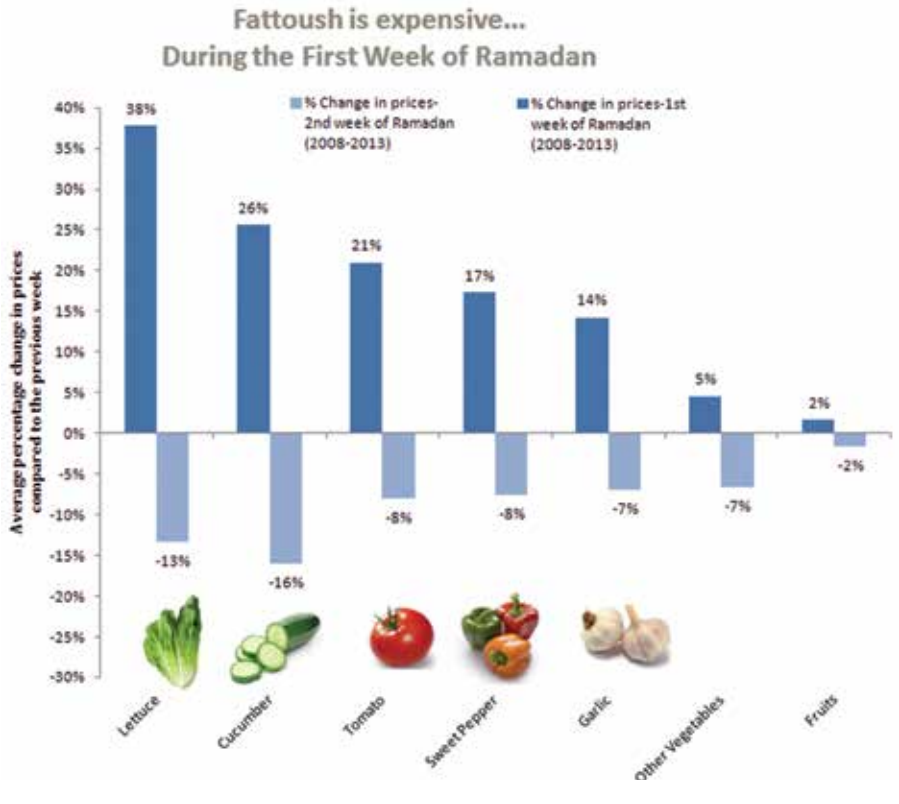
For clarity purposes, we decided to limit the scope of this study on some of the vegetable crops grown and consumed locally. We found out that vegetable prices increased 11% on average during the first week of Ramadan followed by a decrease of 8% in the second week of Ramadan. This increase was particularly noticeable for lettuce (38%), cucumbers (26%), tomatoes (21%) and sweet peppers (17%). Nevertheless, this increase was short-lived. By the second week of Ramadan, we got the following numbers: lettuce (-13%), cucumbers (-16%), tomatoes (-8%) and sweet peppers (-8%) as shown in the attached chart.



So what can we conclude from this study? During the Holy Month of Ramadan, a popular salad called Fattoush' is a main daily dish. That's why lettuce, cucumbers, tomatoes and sweet peppers all witness such a dramatic yet temporary increase in prices: 17 to 40% during the first week of Ramadan. Other commodities such as potatoes and garlic are affected in a similar manner, although on a smaller scale.

As for fruits, this curvilinear trend is not applicable. The average changes in prices do not exceed 5 to 10% except for lemons (another key ingredient of the"-Fattoush" dish) that becomes 15% more expensive. One possible explanation would be the supply of fruits can be easily increased as the demand increases due to local storage of some of the main commodities.

Finally, it is worth noting that these prices reflect the wholesale market prices and thus consumers might experience a sharper increase in prices due to the 'rounding-up' effect in vegetable shops, among other possible reasons. As for attempting to explain why this phenomenon even exists, we believe that it is related to demand and supply. In short, a peak in demand occurs and leads to an increase in prices during the first week of Ramadan. This is followed by an increase in supply/imports which offsets the initial increase in prices during the second week.



ECONEWS | in English

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Lebanon Outstanding Women Award

The first session of the "Lebanon Outstanding Women Award" for the year 2012 took place at the UNESCO Palace during a grand ceremony under the auspices of the Minister of Economy and Trade Mr. Nicolas Nahas and in collaboration with the Federation of Chambers of Commerce, Industry and Agriculture in Lebanon headed by the Chairman Mr. Mohamed Choucair. At the end of the ceremony, awards were distributed to the winners, each in his professional and innovative field.

This is the first celebration to be held in Lebanon as an extension for the yearly «Emirates Award for Women» which has been carried on since 2003, under the patronage of Sheikh Ahmed bin Saeed Al Maktoum, President of Dubai Civil Aviation, Chairman of Emirates Group, Honoree Shepherd of the Dubai Quality Group. This award was extended to Lebanon under the name «Lebanon Outstanding Women Award» with the support of the Federation of Chambers of Commerce, Industry and Agriculture in Lebanon, and in collaboration with the «Dubai Quality Group» and was sponsored this year by the New TV channel.

The MC, Master of the Ceremony, was Mrs. Samar Abu Khalil from the New TV; the Minister of Economy and Trade Mr. Nicolas Nahas spoke on the occasion, praising the active woman and the prize granted to her as a sign of appreciation for her work and innovation and for being a strong competitor in the labor market. Mr. Nahas considered that Lebanese women have proven their ability and superiority in many different areas, and honoring them today is an expression of gratitude for their active participation in the construction of the Lebanese society and the economy, as well.

Mr. Mohamed Choucair, Chairman of the Federation of Chambers of Commerce, Industry and Agriculture in Lebanon, gave a speech in which he said "under the uncomfortable situation we live in these days, such a celebration of distributing awards to outstanding women from Lebanon is a source for hope".

Success in Lebanon is neither rare nor difficult; but the difficult thing is the work of the Evaluation Committee because those nominated and who deserve the awards are numerous. This is not a surprise, as Lebanon is full of creative human energies and especially for women.

Lebanese women have made quality strides in business in recent years and proved to have advanced competitive capabilities. It seems well-deserved because the private sector does not give bonuses for free. Success is the secret of progress. However, the number of women who are managing executive positions in companies is still uneven with the capabilities of women in Lebanon.

We want to see a greater number of Lebanese institutions led by Lebanese businesswomen. If we compare the proportion of women who are in high positions in the private sector with the public sector, we will see that the participation of women in the public domain and the administration is still modest and does not reflect women's energies available in Lebanon.

Some may ask for a quota for women to secure the participation of women in the government and high positions.

"I think if we adhered to the standards of efficiency, transparency and stayed away from siding with one gender, then Lebanese woman will be in the first line.

I congratulate the winners today as I congratulate the candidates, and I hope that this initiative is an incentive for all to progress and to adopt the results and achievements as success criteria.

I salute the Evaluation Committee which has demonstrated its transparency and professionalism in the selection process, doubling the credibility of these awards.

The Federation of Chambers of Commerce, Industry and Agriculture in Lebanon is honored by its support for this award along with our other partners. «

The ceremony witnesses the performances of the singer Jahida Wihbi, while accompanied by a piano performance by the artist Mike Massey, and the star Assi El Hellani, and a show by the group ARIJ .

A report on the 15 candidates who have reached the finals and who received certificates of appreciation from the Federation of Chambers was displayed. These contestants are (in alphabetical order):

Dr. Omaya Mousharrafieh, Academic doctor at the medical center at the American University in Beirut; Dr. Balkis Ghalayini, heart surgeon at Rafik Hariri University Hospital; Dr. Dima Tinean, a dentist at the Directorate General of Internal Security Forces; Engineer Rola Moussa, founder and General Manager of «Netways», Executive Director of the Lebanese Association for Rural Development (LARD) ; Mrs. Rima Saadeh Al-Turk, Vice President Executive Director of the Association «Nusroto» for the rehabilitation of drug addicts and social services; Mrs. Souad AlMasri Abu Chahine, owner and General Manager of companies «Tomex» and the Mountain of Travel & Tourism; Mrs. Fatima Haider, owner and General Manager of the Canadian Lebanese Academy for Excellence; Mrs. Fatima Sahmarani, "Mokhtar" city of Tyre; Mrs. Laure Suleiman, Director General of the National Media Agency; Mrs. Leila Obeid, beauty specialist, owner and General Manager of Center Obeid; Engineer Mona Abdullatif, Acting Director of Buildings at the Ministry of Public Works and Transport; Dr. Nadia Shoaib, owner and Executive Director of ClinGroup Holding; Engineer Najwa Chlala Khoury, owner and CEO of Hotel Canari De Byblos and Majestic and Centre Solitere; Dr. Nada Alaa El-Din, Associate Professor and Head of the laboratory of medicine and inflammation at the Faculty of Medicine at the University of St. Joseph; Nihal Abdul Ghani Koleilat, the founder and Chief Executive Officer of "World Theater".

AWARDS

At the end of the ceremony, H.E. Mr. Nahhas and Chairman Choucair distributed the Awards to the winners, namely:

• Rola Moussa: First Business Award for the year 2012

• Nada Alaeddine: Award winning for Innovation in 2012

• Balkis Ghalayini: First Professional Award for the year 2012

• Nadia Shoaib: Award winning for Leadership for the year 2012

• Najwa Shalala Khoury: Award winning for Strategic and Financial Planning for the year 2012

• Omaya Mousharrafieh: Award winning for Career Achievements in 2012

• Suad AlMasri Abu Shaheen: Award-winning for Social Contributions for the year 2012

Moreover, the stars Assi El Hellani and Jahida Wehbi, and the journalist Nidal Al Ahmadiyeh were honored. Also the Board of Trustees of the Lebanon Outstanding Women Award, the artist Dr. Samar Al Shamsi from the UAE was honored, as well as Ms. Nada Jaber and the Ambassador Dr. Salwa Ghaddar Younis.

Also was honored, the artists Assi El Hellani and Jahida Wehbe, media specialist Nidal Ahmadieh, and the Board of Trustees «Lebanon outstanding Women Award» honored: artist Dr. Samar Al Shamsi from UAE, Mrs. Nada Jaber, Ambassador Dr. Salwa Ghaddar Younis, and businesswoman Myrna Younis Haji.

It is expected to be the annual support from the Federation of Chambers of Commerce, Industry and Agriculture in Lebanon for the lady Lebanese workforce, because of its impact on the advancement of the economy of Lebanon, noting that the winners succeeded not only in Lebanon but also at international level.

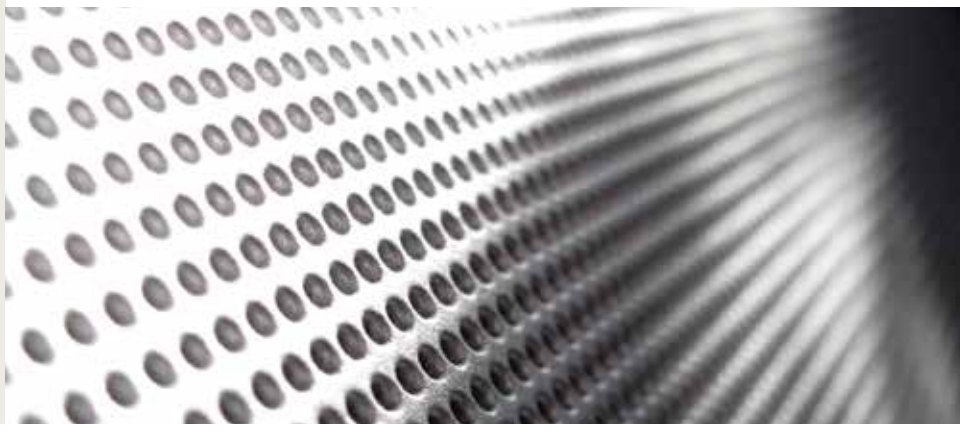
WORKING TOWARDS THE COMMON INTEREST

FCCIAL's aim is to build an increasingly dynamic and globally competitive Lebanese economy and to promote the common interest of the four regional Chambers vis-à-vis the Lebanese Goverment and other national and international institutions by being:
• The main economic lobbying group in Lebanon
• A versatile service provider
• The Key interlocutor with external parties on economic issues, specifically those connected to commerce, industry and agriculture

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

www.cci-fed.org.lb

WORKING TOWARDS THE COMMON INTEREST



ECONEWS | in English

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

"Little Syria, A lost Heritage"

Youmna Naufal

St. George's Chapel

103 Washington Street is a difficult address to find. It would have been easy had it been just another building number on a street in Manhattan's lower west side. However, the Brooklyn-Battery Tunnel happens to be in the middle of the street, so one has to walk all the way around it, get past the numerous construction works and there it is. 103 Washington Street is the address of St George Chapel, an old church turned into an Irish Pub surrounded by seemingly abandoned buildings.

What many are unaware of is that back in the 1880's, what seems abandoned now used to be one of New York's most diverse ethnic immigrant neighborhoods, where many Lebanese and Syrians came to settle, escaping the rules under the Ottoman Empire back at home. This tiny area on Washington Street is referred to as Little Syria.

Todd Fine, Director of Project Khalid, an initiative to delve into the works of Lebanese American Icon Ameen Rihani, explains the importance of preserving a cultural emblem in the Arab American history. "The truth is at the turn of the century, there was a larger Syrian province within the Ottoman Empire, from which people came to the United States through Ellis Island, who would say they were Syrian and many of them, even if they were from Mount Lebanon would identify themselves as Syrians, because Lebanon was seen as part of larger Syria."

Rihani, Fine explains, immigrated to the lower west side in 1888. It is also the location where another Lebanese giant known as Gibran Khalil Gibran spent some time in 1890. "Rihani grew up on this street and this place is credited with the revival of Arab American Journalism because you couldn't express yourself freely in the Ottoman Empire. Therefore, there was a huge explosion of journalism in New York City, and at one point on this street there were 50 newspapers in Arabic." Fine stresses that, as a result of the misunderstandings of Arab American history, people have formed misconceptions and stereotypes; and if one does not know their own history, then how can it be explained and defended in a world where it is stigmatized?

Most ethnic groups make an effort to prove that they are part of the American story. For example, America is adorned with statues of Christopher Columbus – because Italian Americans wanted to show that they were not to be treated inferiorly considering it was an Italian who discovered the new world. Fine notes that the same example applies with other ethnic groups like the Irish or the Chinese who have worked hard to instill their legacy in American culture by building little towns, statues or creating museums. Fine says, "The Lebanese have contributed as much as everyone else to this country but they failed to protect their own buildings and did not build memorials in their most important neighborhood. Their children today feel the brunt of that lack of effort."

> "THE LEBANESE HAVE CONTRIBUTED AS MUCH AS EVERYONE ELSE TO THIS COUNTRY BUT THEY FAILED TO PROTECT THEIR OWN BUILDINGS"

Washington Street

About 97% of the old Lebanese neighborhood has been destroyed by the Brooklyn-Battery Tunnel, the World Trade Center and high rise construction. In Little Syria today, only three buildings remain, and according to Fine, together they tell the whole story of the first Lebanese migrants within their community, business and home life. The three consist of an apartment complex (109 Washington Street), a community center (105 Washington) that was built for the whole community to provide services by the elite of New York to help the poor in Little Syria and finally, St George's Melkite Catholic Church, which has been an Irish bar for the last thirty years and is being renovated to become a bar for the world's tallest Holiday Inn which is currently under construction.

Given the impact of the September 11 attacks on world politics, and the proximity of the twin towers to Washington Street, it is understandable why the fight to preserve a trinity of Arab-American buildings takes a backseat. Fine disagrees. He explains that with the recent war and tragedy in Syria, this is an opportune time to come together and build a memorial for all those who have paved the way for Arab-American relations. " Little Syria, he says, is at a perfect destination for all tourists, since it is located two blocks away from the September 11 Memorial and the Statue of Liberty ferries that attract millions of visitors every year." He concludes that it can only be in everyone's interest to educate world tourists about a vanishing history of world thinkers and narrators that are a far cry from the depicted present day of Arab war mongers and fanatics.

Holiday Inn under construction

For more information, please visit savewashingtonstreet.org

Downtown Community House and 109 Washington Street Tenement

St. George's cornerstone, hidden by pipe

ECONEWS | in English

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

"*The Business Chronicle*" The Chamber's Periodic Review of the Economy

Lana El Tabch
Center for Economic Research at the CCIA-BML

The third edition of the CCIA-BML's semi-annual publication The Business Chronicle consists of a report on the Lebanese economy in 2012.

The bilingual (English and Arabic) report seeks to be equal parts analytical and informative. It is divided into four main sections: the macro-economy, main sectors of activity, infrastructure, and a statistical appendix.

Issued previously as a separate report on the Lebanese economy, the report is branded as The Business Chronicle since June 2012, with the intent of including more business content.

The Business Chronicle is available on the Chamber's website at www.ccib.org.lb and in hard copy upon request.

THE EMPIRICS OF OUTPUT GROWTH

One of the main macro-economic indicators that the report records, is GDP growth. This indicator is closely watched not only by economists but also by businessmen, consumers and sovereign investors since it reflects the stance of the economy and its capacity to generate jobs, stimulate consumption, attract investments, and gain market power in export markets.

In 2012, Gross Domestic Product (GDP) grew by seven percent at current prices, and by less than three percent at fixed prices.

COMPARATIVE RATES OF INFLATION

The report compares Lebanon's rate of inflation with that of its main trade partners over the past decade. Lebanon's cumulative rate of inflation was markedly higher than that registered in the economies of its main suppliers: it was nearly 10 percentage points higher than China's inflation rate, 16 percentage points higher than inflation in the US – Lebanon's largest supplier – and more than 20 percentage points higher than Eurozone inflation.

The rate of inflation in Lebanon accelerated in the past five years. Comparatively, it was more than 10 percentage points higher than China's inflation and more than 17 percentage points higher than inflation rates recorded in the US and the Eurozone.

On a yearly average basis, inflation in Lebanon remained two to 3.4 percentage points higher than that of its main suppliers.

This high inflation differential accounts for the increasing local factor costs that are endured by Lebanese producers and makes it hardly possible for Lebanese products to compete in both regional and international markets.

BANK CREDIT AND LIQUIDITY RESERVES

Over the past few years, the report has underlined the fundamental strength of the banking sector and has maintained that such strength, brought forth by design, remains the cornerstone of the overall monetary stability in the economy.

Banking data for 2012 continued to reflect cautiousness of Lebanese commercial banks. Compared with their level at the end of 2011, total deposits grew by 3.3 percent to reach $127.6 billion. The portfolio of loans to the private sector expanded by ten percent to reach a total of $43.4 billion. Within banks' consolidated balance sheet, the share of total deposits decreased by 3.4 percent at the end of 2012 compared with its share at the end of 2011. The shares of claims on the private sector and claims on the public sector, however, were little changed over the 12-month period.

In that period, and in absolute terms, total deposits increased by $4.1 billion, whereas loans to the private sector increased by $4 billion and loans to the public sector by $2.1 billion.

Commercial banks reserves continued on the upward path as they increased by 11 percent in 2012 to reach $52.8 billion; their share in the consolidated balance sheet of commercial banks reached 35 percent. Bank reserves are nearly 30 percent larger than the country's GDP, an excessive level on all counts.

ALTERNATIVE SOURCES OF SMES FINANCING

Operating at an inordinately high level of liquidity and adhering strictly to the precepts of cautious lending, commercial banks account for decisive aspects of the economy's resilience.

On the reverse side of lenders' cautiousness, small and medium sized enterprises are underserved by commercial banks. Efforts to address this shortcoming have focused on three generic conditions that need to obtain concurrently if financing were to meet SME needs:

1. the relaxation of the collateral constraint;
2. lower cost of capital;
3. long term lending

This presupposes that lending institutions, be they banks or investment funds, lay more stress on building portfolios of quality projects and less on collateral as a means to risk-reduction.

Such shift in the lending paradigm requires the creation of credit guarantee and credit funds as alternative sources of financing. Total amounts loaned – or expected to be loaned in the foreseeable future – by such existing institutions remain a minute portion of business financing needs. For instance: the ratio of total Kafalat-guaranteed loans outstanding to total bank loans outstanding depicts a quite low percentage.

A FREEZE ON PUBLIC EXPENDITURE

The publication maintains the view that fiscal policy has yet to address the twin challenges of restraining deficit spending and public debt growth. If the current financial predicament of a number of developed economies is any guide, the medium term objectives of a sound fiscal policy should be the reduction of the public debt in absolute terms and a balanced State budget. Strict fiscal discipline should be the starting point in that process.

A more insidious flaw in the fiscal approach to 'contain' the public debt is that it deems the reduction debt-to-GDP ratio to be a policy objective. While a much lower debt ratio is surely desirable, it is the direction and extent of change in the absolute value of the public debt that should constitute the basis for assessing fiscal policy over the medium term.

In the ten-year period to 2012, total public expenditure excluding debt service was multiplied by a factor of 2.6, whereas debt service grew by less than 30 percent in the same period. The ratio of public expenditure to GDP remained confined to a range of 30 to 35 percent throughout the decade under review, while the ratio of debt service to GDP fell markedly from 16 percent in 2003 to 9.5 percent in 2012.

The trend may be viewed as indicating that it is the general run of public expenditure, rather than debt service, which accounts for the lar-

ECONEWS | in English

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

gest extent of stress in public finances. This, however, does not imply that the debt service burden is economically bearable. Rather, it shows that fiscal discipline needs to set the containment of public expenditure as a first-order policy objective.

None of the budgets that were enacted over the past two decades reflected any attempt, no matter how modest or half-hearted, to stem the growth of public expenditure. Yet, only a freeze on that expenditure over no less than five years would constitute a step forward on the way to fiscal reform.

A freeze on public expenditure would achieve concurrently a number of objectives:

- it would spur growth in the private economy as, over the medium term, more resources would be diverted away from a sector where productivity is near-zero namely, the public sector, to the private economy where there are prospects for productivity gains,
- it would revive the prospects of a balanced State budget and hence reduce the rate of growth of the public debt,
- fiscal ratios such as public expenditure to GDP and public debt to GDP would improve in lockstep with economic growth and for the duration of the freeze on expenditure. This would likely improve the country's sovereign credit rating.
- it would spare decision-makers the politically painful – some say, the politically and socially impracticable – option of downsizing the public sector.

THE NATURAL GAS STATE OF PLAY: PREREQUISITES AND OBLIGATIONS

The "Chronicle" argues that preparations for an optimal exploitation of the country's new-found fossil fuel wealth are still a long way off. Domestic politicking and parochial haggling are dominating the national debate, whereas policy-makers seem to be oblivious of geo-strategic power plays and the alliances they dictate.

With a mineral fuels import bill accounting nearly a third of total imports and electric power generation plants operating at a loss that has to be bankrolled by a critically strained public Treasury, Lebanon could not have asked for a sturdier, but yet to be tapped, lifeline coming from the discovery of oil and natural gas off its shores. But the demands on this bounty are many, and so are the latent slips prior to fruition.

1- The order of magnitude of the find The size of Lebanon's share of the East Mediterranean natural gas is yet to be determined with an acceptable degree of precision.

2- Investment directly linked to natural gas. Lebanon lacks the infrastructure needed by any natural gas producing nation. Judging by the financial resources that natural gas producing countries dedicate to such infrastructure, such investment expenditure should be expected to take up $15 to $20 billion.

3- The regulatory authority's role is vital in that it will be in charge of proposing policies and laws pertaining to the optimal management of mineral resources, farming out exploration and production contracts with oil and natural gas companies, monitoring the operations of those companies, and putting forward the most favorable taxation schemes.

4- The time interval to revenues Once the political, institutional, and administrative issues are settled and oil companies are contracted, the best estimates are that if the building of extraction, storage and conveying facilities were to start immediately, tax revenues on income generated from the sale of natural gas would begin flowing into the Treasury's accounts by 2018.

5- Contentious issues Within Lebanon's Exclusive Economic Zone (EEZ), a stretch of 850 square kilometers is unlawfully claimed by Israel. Lebanon's official position in this regard calls for referring the contention to the U.N. Convention on the Law of the Sea (UNCLOS), but the other party in the dispute has not ratified the international convention.

6- Negotiations Lebanon has yet to negotiate the demarcation of its EEZ with other stakeholders in the region namely, Syria and Cyprus. Such negotiation could prove both lengthy and thorny. Trickier is the issue of layers of natural gas that overlap EEZs and that hence necessitate negotiated agreements on extraction rights.

7- Geopolitics Even more complex, and touching upon critical geo-political and geo-economic stakes, are issues relating to the region's natural gas exports to the EU.

FORECASTING GDP

In its statistical appendix, the report uses regression analysis to reach an estimate of GDP growth. The advantages and limitations of this quantitative approach to understanding and forecasting economic data are common to the discipline. The proof of the pudding remains in the eating.

The regression model is based on first quarter macro-economic data and was one of the earliest short-term forecasts of Lebanon's GDP.

Five main variables were identified and sought to have the strongest statistically significant predictive influence on that measure of economic activity. These are: money supply, inflation, imports, the Central Bank's coincident indicator and public expenditure.

Private consumption takes up the biggest share of GDP in Lebanon. It is therefore essential to take consumption into account when tackling any model that aims at forecasting GDP growth since it is viewed as the main fuel of economic activity.

> "THE MACRO-ECONOMETRIC MODEL RESULTED IN A FORECASTED NOMINAL GDP GROWTH OF 6.2 PERCENT"

A proxy to that measure in our economy is the Central Bank's coincident indicator that determines short-run consumption spending and consumers' confidence about the prospects of the economy.

Another determinant of consumption is public consumption, namely public expenditure.

It reflects government spending on salaries, procurement and infrastructural projects and servicing the public debt.

Money supply is also a gauge of economic activity that reflects the value of monetary transactions taking place in an economy and the amount of money circulating in the system. This variable, however, cannot be tackled without tying it in with another variable namely, inflation.

The level of imports is a marker of local demand for goods and services in the country and that caters for both local and tourist consumptions. Therefore, imports reveal directly output growth.

The macro-econometric model resulted in a forecasted nominal GDP growth of 6.2 percent and of 1.96 percent at constant prices for the year 2013.

The fundamental merit of the exercise is that it does not commit the logical fallacy of assuming what it sets out to prove, a flaw that renders futile many an economic and financial 'forecast'. Hence, the exercise makes no a priori assumptions regarding any macro-economic variable; instead, all estimates are model-generated.

OTHER FEATURES OF THE EXERCISE:

1- the general approach as well as computational details are compliant with those used in modeling exercises.

2- the choice of macro-economic variables that are indicators of economic performance has solid theoretical basis and rationale

3- the fact that only macro-economic variables were used is due to lacking reliable, consistent, and complete time series of other variables that may have improved GDP forecast. Of these variables: consumption; investment; employment: total and sectoral; industrial production; and agricultural production.

4- the appendix contains sufficient information to enable those trained in the discipline to reconstruct the model and hence verify results.

5- Though variations of the model have been used over the past three years to facilitate macro economic analysis and forecast GDP growth, details of the present version of the model were published for the first time in this latest edition of The Business Chronicle, with the aim of shedding some light on the controversial issue of whether the economy is currently poised to expand, grind to a halt, or contract.

GROWTH PROSPECTS

Barring a serious degradation of security, economic performance may languor on at 'safe mode', snail-paced growth awaiting positive exogenous influences. The report suggests that these influences would be reflected in a reduction in the current account deficit and the resurgence of balance of payments surpluses.

Alternatively, the two-decade-old economic policy may be reviewed in line with the requisites of sustainable and balanced growth. Such growth calls for 1) a strict moratorium on increases in public expenditure that should lead to a balanced budget over the medium term, 2) administrative and fiscal reforms, 3) monetary expansion, and 4) the structural remodelling of the economy over the longer term. A tall order indeed.

ECONEWS | in English

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

MedDiet: Connecting Mediterranean people and cultures across the table

Launching a conference to enhance the first project on the Mediterranean Diet, involving six countries, fifteen thousand consumers, five thousand pupils... and financed by the European Commission for about five million Euros.

The MedDiet launching conference was held in Rome at the headquarters of Unioncamere. The initiative «MedDiet - Mediterranean Diet and Enhancement of Traditional Products" obtained the financing of approximately 5 million Euros under the ENPI CBC Med Programme. It started in January 2013 and has a timeframe of 30 months.

The Mediterranean Diet has been recognized as a World Heritage by UNESCO, and now, for the first time, the EU takes an interest in it through a European project that involves 6 Mediterranean countries: Italy, Greece, Spain, Egypt, Tunisia and Lebanon.

Leader of this initiative is Unioncamere, in partnership with the Chamber of Commerce of Cagliari, the Special Agency Center of Services for Enterprises (Italy, Sardegna), the Olive Oil Towns Association (Italy, Toscana), the Mediterranean Diet Foundation (Spain, Cataluña), the Chamber of Commerce and Industry of Tunis (Tunisia, Tunis), the Routes of the Olive Tree (Greece, Peloponnisos), the Chamber of Commerce and Industry of Messinia (Greece, Peloponnisos), the Forum of the Adriatic and Ionian Chambers (Italy, Marche), the Spanish Association of Olive cities (Spain, Andalucía), the Association of Mediterranean Chambers of Commerce and Industry (Spain, Cataluña), the Confederation of Egyptian European Business Associations (Egypt, Al Iskandanyah), the National Agriculture Research Institute of Tunisia (Tunisia, Ariana), and the Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Beirut and Mount Lebanon (Lebanon).

Several activities are foreseen, all pursuing the specific objective of increasing awareness of the Mediterranean Diet as an essential part of lifestyle.

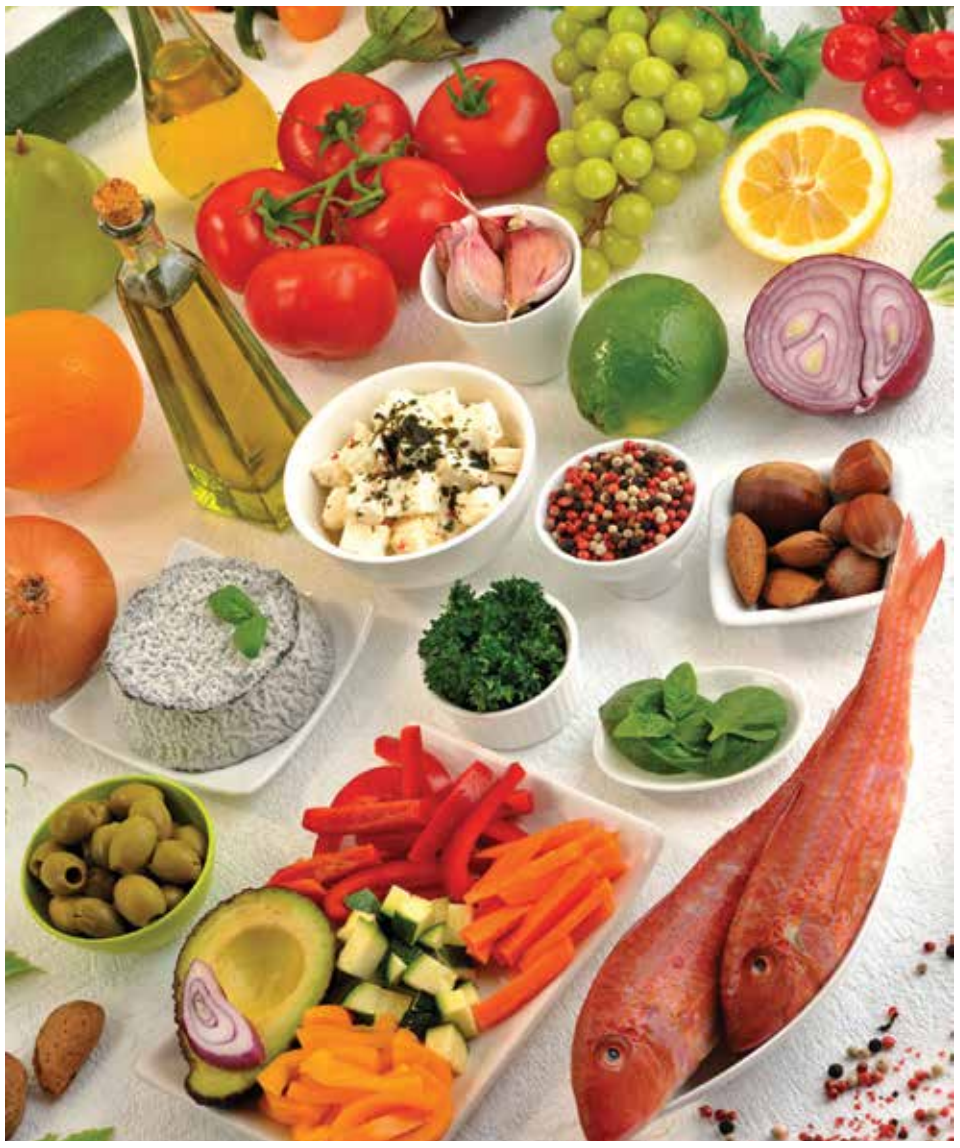
This idea has been acknowledged by UNESCO, and it is based on the recognition of the diet as «a set of skills, knowledge, practices and traditions going from the landscape up to the table»: From the products of the land and the sea directly up to our dishes.

Mediterranean Diet is also a way to promote "social interaction, since communal meals are the cornerstone of social customs and festive events. It has given rise to a considerable body of knowledge, songs, maxims, tales and legends». In summary, this is a real way of life rooted in the knowledge of the territories and gaining strength in many traditional foods, with a great economic significance.

All of the project's outcome will be capitalized in the last activity, starting from the Mediterranean Knowledge System of Mediterranean Diet and from the proposal of shared Mediterranean legal framework for the safeguard of traditional product of the MedDiet. The partners will elaborate and sign a Euro-Mediterranean Agreement for the Promotion and Protection of the Mediterranean Diet.

The launching conference under the title «Mediterranean Diet, a driver of economic development, prosperity and solidarity among the countries of the Mediterranean Basin» gathered the representatives of the project partners and associates, as well as other institutions such as the European Parliament, the EU delegation in Rome, the Embassies from Egypt, Greece, Lebanon, Spain and Tunisia in Italy, and several Italian Ministries.

The Joint Managing Authority also participated in the Conference. The Chamber of Commerce, Industry and Agriculture of Beirut and Mount Lebanon extended its appreciation through its Director General Rabih Sabra, where he emphasized that Mediterranean countries are one family with the same geological and cultural background; and this must be a good reason for all who has interest in the Mediterranean to work together in order to secure its development, especially with regard to our numerous traditional dishes where they reveal our history, culture and climate. It is all about our values, authenticity, and identity as Mediterranean folks. In this case, we will be decreasing the dramatic obesity among youth, reduce the overweight and subsequent chronic diseases. Besides improving overall health, our Mediterranean diet is impactful at economic spectrum. It is a promising sector that raises high demand on its agro products, set our trading scale, develops our bucolic activities, and would generate consequently job creation, growth and investment opportunities.



ECONEWS | in English

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

CONFERENCES

LONDON
IIBI 7th Annual Three-Day Workshop on "Structuring Innovative Islamic Financial Products" is going to be held in London on 13- 15 September 2013.

For more information:
T: +44(0)2074330840
F: +44(0)20 7433 0849
email: farhan.quadri@islamic-banking.com
www. islamic-banking.com

MARSEILLE
The 7th edition of the Mediterranean Economic Week is going to be held in Marseille on November 06-09, 2013. This multi-partner initiative brings together actors from various backgrounds among which Entrepreneurs, researchers, politicians, economists, students, experts, and civil society actors from the two shores of the Mediterranean to provide a place for discussions and debates on the economic development of the MENA region.
For more information:
T: 0491393352
F: 0491393453
www.ccimp.com

KYIV
An International Conference titled **«Hotel and Recreation Business: New Challenges and opportunities»** is planned to be organized in Kyiv by the Ukrainian Chamber of Commerce and Industry in November 2013.

For those interested to participate
email: boi-jer@ucci.org.ua
dir@sputnik.kiev.ua

EXHIBITIONS

YINCHUAN, NINGXIA
«China-Arab States Expo», the international gathering for economic and trade exchange, is going to be held in Yinchuan, Ningxia on **12-16 September, 2013.**

For more information:
T: +861068017815, +861068018125,
F: +861068023790
email: zhoufeng@ccpit.org

IZMIR, TURKEY
AGRO EXPO 2013- Agriculture & Livestock-is going to be held in Izmir, Turkey on **19-22 September 2013.**

For more information:
T: +905532836463
F: +902324638623
email: info@joudy-expo.com
www.orionfair.com

TUNISIA
SIET, International Textile Equipment Exhibition is going to be held in Tunisia on **25-28 September 2013.**

For more information:
T: (216)71973111/71976111
www.fkram.com.tn

QATAR
Qatar International Exhibition for Transport and Logistics **Trans4 2013** is going to be held in Qatar from **September 29th till October 01st 2013.**

For more information:
T: +974 6662 3910
F: +974 4412 8989
email: eric.geoc@gmail.com
http://www.trans4qatar.com

SULTANATE OF OMAN
The Lebanese Embassy in Muscat, Oman invites you to participate in the **Third International Exhibition for Infrastructure and Industrial projects** that is going to be held at the Oman International Exhibition Center, Sultanate of Oman, from **September 30th till October 2nd 2013.**

For more information:
email: info@alnimrexpo.com
www.alnimrexpo.com/infraoman

AMMAN – JORDAN
The Lebanese Embassy in Amman – Jordan invites you to participate in the **«Al Sawsana International Exhibition 2013 (session 8)»** which includes 3 specialized exhibitions: Animal feeds, Veterinary and Food Industries. The exhibition is going to be held at Amman International Exhibition of Cars, Amman-Jordan on **8-10 October 2013**.

For more information:
T:+96265531179
F:+96265519938
email info@tc-center.com

TUNISIA
The 2nd edition of BATIMED building and equipment projects is going to be held in the pearl of the Sahel, Sousse-Tunisia on **23-27 October 2013**.

For more information:
T: +21698 408 947, +21698 828 396,
email: zakia.bouslama@foire-sousse.com.tn
http://www.batimed-tunisie.com

INDIA
The 15th Reverse Buyer-Seller Meet Exhibition for promotion of Dyes & Dye intermediates, Inorganic & Organic Chemicals including Agrochemicals and Pesticides is going to be held in Ahmedabad, Gujarat, India on **24-26 October, 2013.**

For more information:
www.chemexcil.gov.in

BUSINESS OPPORTUNITIES

EGYPT
Elwadi Export Co., based in Egypt, specialized in the **export of Agricultural and Horticultural Products** is seeking business relations with Lebanese markets.

For more information:
T: +2023951857/3938326
email: aalaa@elwadi.com
www.elwadi.com

CHINA
«Yin Science & Technology co., Ltd.», based in China, specialized in **CAD/CAM/Spreading Machine solution used in fashion, automotive, home furnishing, aviation, aerospace** and other industries, is seeking business relations with Lebanese markets.

For more information:
T: +8615821503189
F: +862161182380
email: stevenwang@yingroup.com
www.yingroup.com

URUGUAY
«Bacha de Los Reyes» , based in Uruguay, specialized in the **manufacture of wash basins made with high resistant polyurethane**, is seeking business relations with Lebanese counterparts in the field of sanitary wares.

For more information:
T: +59899666843
email: bachadelosreyes@gmail.com
www.bachadelosreyes.com

ECONEWS | in english

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

OUR SERVICES

Headquarter:
T: 01-353190
e-mail: information@ccib.org.lb

Sin el Fil
T: 01-498062
Email: sinelfil@ccib.org.lb

Jounieh
T: 09-838700
Email: Jounieh@ccib.org.lb

Baakline
T: 05-303038
Email: baakline@ccib.org.lb

CCIAB
CCIABML

MEMBERSHIP & AUTHENTICATION

Provides Membership Certificates to member companies as well as Certificates of Origin for goods exported from Lebanon and endorses invoices in relation to this process. Also offers services in relation to the authentication of documents for commercial and industrial member companies.

T: 1314 | Membership ext: 1110 | Authentication ext: 1210
Email: membership@ccib.org.lb

AGRIBUSINESS SERVICES

The Chamber provides a wide range of agribusiness services including technical and market information, export requirements, marketing standards, trade statistics, and micro services to farmers and agricultural enterprises.

T: 1314 Ext: 18
Email: agriculture@ccib.org.lb

GS1 LABELING SERVICES

"GS1 Lebanon", the sole representative of GS1 in Lebanon, is a leading global organization dedicated to the design and implementation of global standards and solutions to improve the efficiency of the supply and demand chains on a global scope and across sectors.

T: 1314 Ext: 1310
Email: gs1@ccib.org.lb

LEBANESE ARBITRATION CENTER (LAC)

The Lebanese Arbitration Center was established in 1995 as the first center of its kind in Lebanon, specialized in settling disputes arising from commercial, financial, engineering and construction contracts. LAC operates in an independent, confidential and transparent manner through well known, experienced and highly reputed arbitrators.

T: 1314 Ext: 171
Email: arbitration@ccib.org.lb

BUSINESS TRAINING CENTER

Provides highly qualified and professional training programs within the objective of satisfying the needs and requirements of the SMEs. These training programs encompasses long term cycles, targets seminars and customized tailored modules in the fields of business, management, finance and taxation.

T: 1314 Ext: 15
Email: training@ccib.org.lb

LEBANESE MEDIATION CENTER

The LMC is the first private center of commercial mediation in Beirut, established in 2012 by the Chamber.
The LMC advises and helps local and foreign businesses resolve their commercial differences and disputes in an amicable, time and cost effective way through providing high quality mediation services.

T: 1314 Ext: 172
Email: mediation@ccib.org.lb

ATA & TIR CARNETS

ATA Carnet (Temporary Admission) simplifies temporary importation of goods, professional equipment, and commercial samples. TIR Carnet (Transports Internationaux Routiers) is designed to speed up border – crossing of merchandises. The Chamber is the accredited body of issuing and guaranteeing ATA & TIR Carnets in Lebanon.

T: 1314 Ext: 132
Email: ata-tir@ccib.org.lb

DEVELOPMENT PROJECTS

The Chamber participates in the implementation of development projects financed by international organizations. The aim of these projects is to provide support and technical assistance to Lebanese enterprises mainly SMEs.

T: 1314 Ext: 164
Email: projects@ccib.org.lb / devprojects@ccib.org.lb

CENTER FOR ECONOMIC RESEARCH (CER)

Prepares annual reference publications that include analytical reports on the Lebanese economy and the investment environment, surveys and position papers on central and controversial economic issues. CER provides, as well, support to SMEs and young entrepreneurs in the framework of FARO and Credit Guarantee Fund.

T: 1314 Ext: 14
Email: cer@ccib.org.lb

FARO

FARO is a financial support fund intended to help enterprises turn their innovative products, services or innovative business model into permanent competitive advantages. FARO offers up to $20.000 loans to innovative companies at a maximum of 1 percent interest with flexible repayment schedule.

T: 1314 Ext: 14
Email: edc@ccib.org.lb

EXTERNAL RELATIONS

The Chamber organizes business delegations within the objective to explore new markets for member companies. It also strives to enhance the role of the Lebanese Joint Business Councils as the most effective tool to boost the bilateral economic, trade and investment relations between businesses in Lebanon and foreign countries.

T: 1314 Ext: 162
Email: relex@ccib.org.lb / bucolec@ccib.org.lb

EVENTS

Within the same framework, the Chamber organizes business events, seminars, conferences and B2B matching events in addition to arranging logistics such as catering, flight reservations, accommodation bookings and transportation for foreign companies willing to develop trade relations, business ventures and investments in the Lebanese market.

T: 1314 Ext: 163
Email: events@ccib.org.lb

LIKE US ON facebook www.facebook.com/CCIAB

FOLLOW US ON twitter www.twitter.com/CCIABML

CALL US ON 1314 Hotline number